



EMMA

(Analyse et Cartographie du marché en situation d'urgence)

Etudes des Systèmes de Marchés du Haricot et du Mais

Provinces du Nord Kivu

République Démocratique du Congo

Février-Mars-Avril 2013

Marie Boulinaud – EFSL Coordinator, Oxfam GB, DRC
Nicola PIN – EMMA Co-lead



Liste des acronymes

APCLS : Alliance des Patriotes pour un Congo libre et souverain

EMMA : Analyse et cartographie des marches en état d'urgence

FARDC : Forces armées de la République Démocratique du Congo

Fc : Franc Congolais

PAM : Programme Alimentaire Mondial

OCC : Office Congolais de Contrôle

ONG : Organisations Non Gouvernementales

M23 : Mouvement du 23 Mars

RDC: République Démocratique du Congo

WASH : Eau, Assainissement et Hygiène

Structure du rapport:

- 1. Résumé exécutif**
- 2. Contexte de l'étude**
- 3. Méthodologie de l'enquête**
- 4. Population cible**
- 5. Cartographie des Systèmes de marchés cruciaux**
- 6. Analyse des marchés et du déficit**
- 7. Principales conclusions et recommandations**
- 8. Annexes.**

Section 1. Résumé exécutif

L'enquête s'est déroulée dans le petit Nord Kivu, traversé par des conflits armés depuis des décennies, avec une détérioration de la situation depuis Avril 2012. L'enquête a suivi la méthodologie EMMA, basée de trois composantes : l'analyse des besoins, l'analyse des marchés et les options de réponse.

Les marchés enquêtés sont ceux du haricot et du maïs, qui représentent deux des denrées alimentaires de base pour les populations autochtones de cette région et dont la production a été affecté par la situation sécuritaire. L'enquête conclut à la faisabilité de transferts monétaires sur Goma, Sake et Rubaya où les marchés sont dynamiques et le réapprovisionnement des commerçants ne pose pas de problème en toute période. Pour les autres zones, les transferts monétaires ne sont pas envisageables à l'heure actuelle, faute de capacité des marchés à répondre à la demande accrue que créerait un transfert monétaire et faute de la présence d'institutions financières pouvant assurer les transferts.

Section 2. Contexte de l'étude

Vingt ans de conflit en RDC ont couté la vie à des millions de personnes, et ont engendré des déplacements massifs de population dans le pays et à ses frontières.

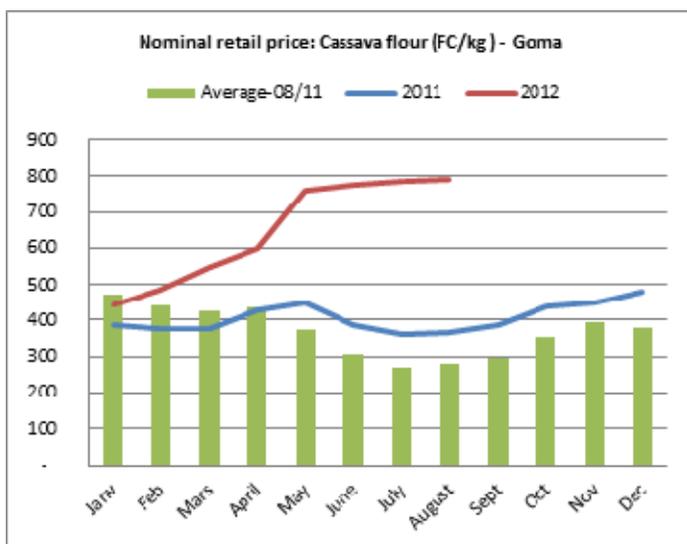
Ces populations déplacées restent sous la menace constante d'attaques et de violences, ce qui a un impact négatif sur leur vie de manière constante, les enfants ne pouvant pas aller à l'école, les taux de malnutrition restant élevés et les soins de santé, l'accès à l'eau et l'assainissement sont largement insuffisants, ce qui engendre des taux de morbidité et mortalité élevés.

Depuis Avril 2012, la situation s'est détériorée quand d'anciens combattants du groupe CNDP (Congres National pour la Défense du Peuple) qui avaient été intégrés dans l'armée congolaise (FARDC) se sont mutinés, et ont pris le contrôle de zones proches du Rwanda. En réponse, les FARDC ont déployé des troupes dans l'est du pays pour combattre le nouveau groupe rebelle formé, dénommé M23 et protéger les villes principales de l'Est du Congo.

Les combats se sont intensifiés à travers les provinces du Sud et Nord Kivu, avec des problèmes accrus de présence de groupes armés dans les territoires du Rutshuru et du Masisi dans le Nord-Kivu.

Depuis Avril 2012, plus de 360,000(1) personnes ont fui leur village au Nord Kivu, amenant le nombre total de personnes déplacées à 914,000 dans le Nord Kivu selon OCHA, la plus grande concentration de populations déplacées dans le pays. Ces déplacements ont engendré des épidémies de choléra, de l'insécurité alimentaire et ont poussé des réfugiés au dehors de frontières en Ouganda et au Rwanda.

La présence des groupes armés engendre des barrières illégales et l'absence d'accès sécurisé aux terres arables, les déplacements des populations viennent aggraver le problème et un déficit de production découle de cette situation.



Dans ces provinces du Congo affectées par des décennies de conflits armés avec des mouvements récurrents de population, le fonctionnement des marchés est souvent fortement perturbé. Le mauvais état des routes limite les capacités de transport des produits agricoles des zones de production vers les zones de consommation.

En outre, le contexte sécuritaire précaire affecte négativement le bon fonctionnement des marchés et les prix. Les résultats des études disponibles montrent que les prix des

marchés au Nord Kivu, Sud Kivu et Maniema sont caractérisés par une forte volatilité avec des pics importants pendant les périodes où l'insécurité et les mouvements de populations sont les plus fortes. A titre illustratif, comme le montre le graphique ci-dessus, le prix nominal du kg de la farine de manioc a enregistré une hausse de 182% en août 2012 par rapport à août 2011 et de 115% par rapport à la moyenne des trois dernières années sur la même période à Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu. Bien que plusieurs facteurs concourent à expliquer cette flambée des prix, l'insécurité qui prévaut dans plusieurs zones de la province est l'une des principales causes. Le PAM privilégie de plus en plus des modalités d'intervention innovatrices comme les programmes de cash and voucher basées sur les marchés. En particulier au Nord Kivu l'approche voucher à travers les foires a été expérimentée avec succès et l'activité est cours d'expansion aussi bien au Nord Kivu que dans les autres provinces. Dans cette perspective, une analyse des marchés pour une meilleure connaissance du fonctionnement des marchés, l'analyse du coût efficace du programme et l'analyse des risques d'inflation a été identifiée comme indispensable.

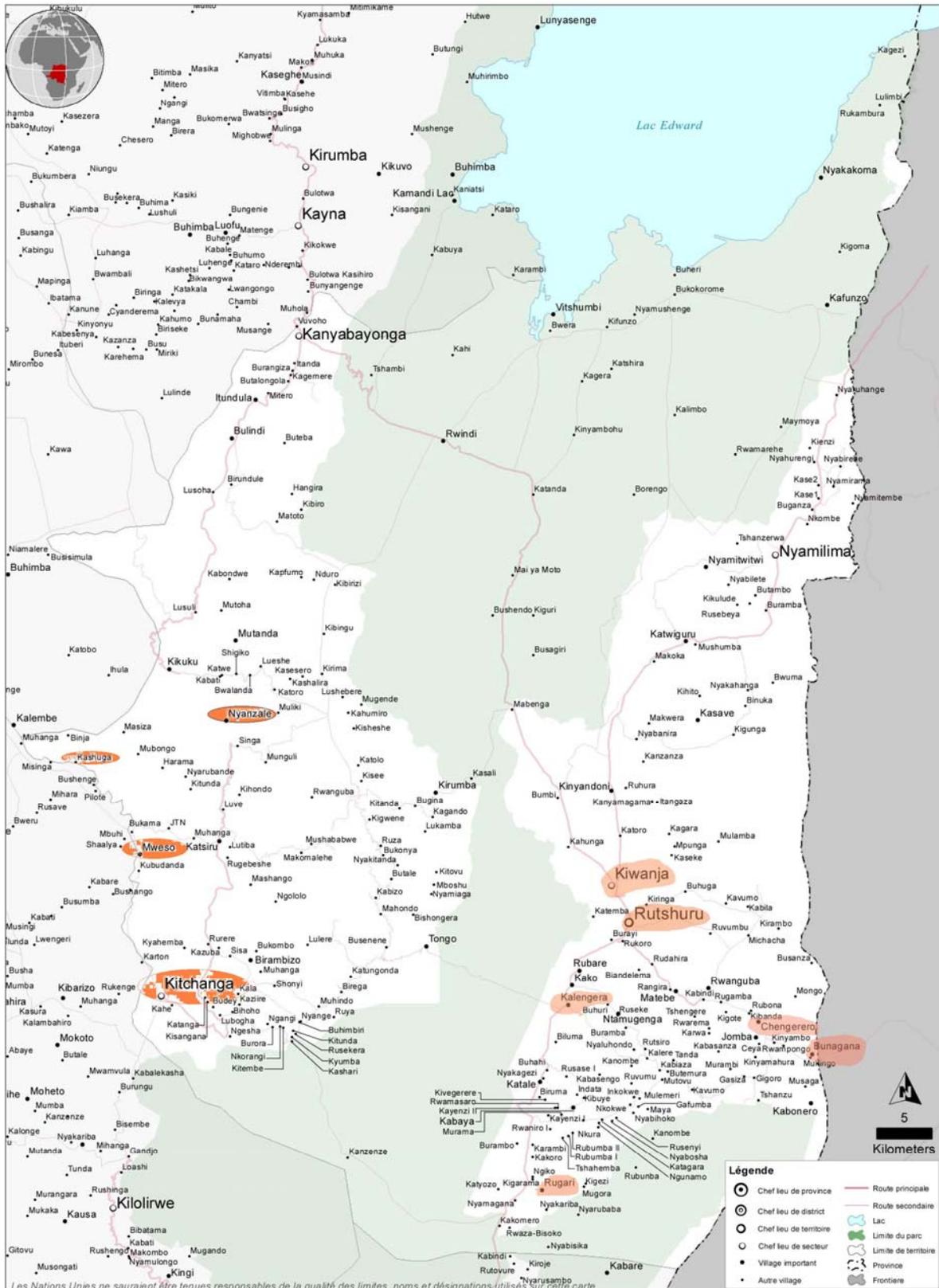
Cette EMMA s'est déroulé en deux temps : les provinces du Maniema et du Sud Kivu ont d'abord été analysées en Janvier 2013, et la province du Nord Kivu a fait l'objet de la même étude seulement à partir de fin Février 2013 ; le délai dans la mise en œuvre de l'étude au Nord-Kivu s'explique par la situation

¹ OCHA Weekly bulletin, 18 January 2013

sécuritaire précaire dans cette province au début de l'année 2013, et le besoin d'attendre une situation plus calme pour entreprendre la collecte des données.

Ce rapport concerne seulement la Province du Nord Kivu, et plus spécifiquement ce que l'on appelle communément le « Petit Nord », c'est-à-dire les territoires de Nyiragongo, Rutshuru et Masisi. Il a en effet été jugé plus pertinent pour Oxfam de se consacrer sur le Petit Nord pour cette étude EMMA.

Pendant la période de collecte de données, entre fin février et début avril, la situation sécuritaire s'est détériorée dans l'est de Rutshuru avec le fractionnement du M23 et sur l'axe Kitchanga-Mweso avec les affrontements entre la FARDC et APCLS, ce qui a retardé la collecte mais a aussi créé une nouvelle situation d'urgence et de nouveaux déplacements massifs de population vers les camps de la MONUSCO, sites spontanés et familles d'accueil.



Carte du territoire du Rutshuru : localités visitées



Date de production: Juillet 2012 Sources: www.rgc.cd et partenaires Feedback: ochardc@un.org www.info@rdc-humanitaire.net

Carte du territoire de Masisi : localités visitées

Section 3. Objectifs de l'étude et Méthodologie EMMA

Globalement, l'objectif de l'étude est de constituer une Baseline des indicateurs/données de marchés dans les provinces du Nord Kivu, du Sud Kivu et de la province orientale et de déterminer si les conditions de marché sont réunies pour la mise en œuvre d'une opération de cash and voucher dans la région.

Spécifiquement, l'étude vise:

- Etablir le profil et analyser le fonctionnement actuel des marchés dans les provinces/territoires ciblés: flux, intégration, capacités, offre/demande, différentiels de prix et effets de change en zone frontalière...);
- Analyser la structure, le comportement et la performance des marchés ;
- Dans quelle mesure le fonctionnement des marchés est-il efficient pour la mise en œuvre des programmes de cash and voucher (alpha value, corrélation...)
- Les contraintes des commerçants et leur capacité à répondre à une augmentation de la demande ;
- Analyser les tendances de l'évolution des prix sur ces marchés ainsi que leur évolution dans les trois prochains mois ;
- Faire le point sur les institutions financières et autres acteurs présents et évaluer leur capacité à mettre en œuvre des programmes de cash and voucher dans les zones d'étude ;
- Analyser globalement la faisabilité de la mise en œuvre des programmes de transfert monétaire tel que le C&V y compris pour les populations déplacées ;

Les résultats attendus

Un profil des marchés : identifier les chaînes de mise à marchés, la saisonnalité de l'offre et de la demande, les circuits d'approvisionnement des marchés, les acteurs présents sur les marchés ainsi que les stratégies commerciales. L'analyse des tendances des prix et leur évolution probable dans les trois prochains mois.

Analyse des risques : Ces risques sont liés à l'inflation, à la présence de partenaires et d'institution financière et de micro crédit, les ruptures de stocks et l'insécurité, les risques liés à la fixation des prix et à la concurrence.

Orientation sur les modalités d'intervention : sur la base du profil des marchés et de l'analyse des risques, l'étude recommandera si l'expansion des programmes de cash and voucher dans les provinces/territoires ciblés est faisable ; sous quelle condition et sous quelle forme (Cash, Voucher, Foires fermées ou marchés ouverts) ?

Méthodologie EMMA

La méthodologie utilisée pour cette étude est basée sur l'Analyse et la Cartographie des Marchés en état d'Urgence (EMMA : Emergency Market Mapping and Analysis). Cet outil cherche à établir et analyser les différentes composantes du marché, sous l'angle des systèmes de marché, à travers la caractérisation et l'analyse de la filière, des règles et normes qui régissent son fonctionnement ainsi que des infrastructures, services et ressources de soutien au marché.

Cette méthodologie ne cherche pas à analyser l'ensemble des produits disponibles sur un marché dans un lieu donné, mais se concentre sur 2 à 3 produits (marchés cruciaux) préalablement identifiés, suivant une méthode proposée par la méthodologie EMMA (voir plus bas, « sélection des marchés cruciaux »).

EMMA se distingue par trois volets distincts mais liés les uns aux autres : l'analyse du déficit, l'analyse du système de marché et les options de réponses qui peuvent être envisagées.

Deux éléments essentiels de l'étape préliminaire à la collection des données dans l'EMMA sont la sélection des marchés cruciaux et la définition des questions analytiques clés qui vont guider toute l'étude. Ceux-ci sont définis de manière participative pendant la formation initiale précédant la collecte des données.

Sélection des marchés cruciaux

« Les marchés cruciaux sont des marchés qui en cas d'urgence ont joué, jouent ou pourrait jouer un rôle majeur pour assurer la survie et / ou protéger les moyens de subsistance de la population cible »². Ainsi, selon cette définition donnée par le guide EMMA, dans le but de choisir les marchés cruciaux, il faut considérer les besoins et priorités immédiates ainsi que les stratégies de subsistance, moyens de production, et revenus des populations cibles.

Les marchés cruciaux à étudier pour le Nord Kivu ont été sélectionnés en utilisant une méthode participative et selon les critères définis par la méthode EMMA.

La sélection s'est faite entre quatre denrées de base consommées par la population du Nord Kivu : le haricot, le maïs, le manioc et la pomme de terre.

Les critères utilisés étaient les suivants :

- Concerne un besoin important ou urgent
- Système de marché affecté par l'urgence
- Bien adapté au mandat de l'agence
- Facteurs saisonniers et calendriers OK
- Cohérent par rapport aux plans du gouvernement ou des bailleurs de fond
- Les options de réponse paraissent être réalistes

Chaque denrée de base a été évalué au regard de chacun de ces critères.

Option de système de marché	Haricot	Maïs	Manioc	Pomme de Terre
Critère				
Concerne un besoin important ou urgent	XXX	XX	XXX	X
Système de marché affecté par l'urgence	XX	XX	XX	XX
Bien adapté au mandat de l'agence	XXX	XXX	X	X
Facteurs saisonniers et	XXX	XX	X	XXX

² EMMA : le guide pratique Analyse et cartographie des marchés en état d'urgence. M. Abu, 2011

calendriers OK				
Cohérent par rapport aux plans du gouvernement ou des bailleurs de fond	XX	XXX	XX	XXX
Les options de réponse paraissent être réalistes	XXX	XX	XX	XX
Total	16	14	11	12

D'après cette évaluation, le **haricot et le maïs** ont été estimés être les denrées les plus pertinentes à analyser.

Questions analytiques clés

Lors de la phase préliminaire à la collecte des données, **les questions analytiques clés auxquelles l'enquête doit répondre** sont définies. Pour cette EMMA les questions clés sont les suivantes :

1. Quelle est la capacité des marchés du haricot et du maïs à répondre à une augmentation de la demande liée à des transferts monétaires en ce moment et dans les prochains mois (besoins de la population en général+besoins des bénéficiaires du cash transfert) ?
2. Les déplacés ont-ils un accès physique et sécurisé aux marchés ?
3. Quel est l'impact du conflit sur les marchés du haricot et du maïs?
4. Quelle est la capacité des déplacés à faire face à leurs besoins alimentaires en ce moment et dans les prochains mois?
5. Quelles sont les réponses les plus pertinentes pour répondre aux besoins de la population cible?

Situation de référence et situation d'urgence

Afin d'évaluer l'impact du conflit sur les systèmes de marchés, il est nécessaire de définir une période de référence avec laquelle sera comparée la situation d'urgence. Pour cela, les facteurs pouvant définir une situation « normale » au Nord Kivu ont été recherchés et une période de référence définie en fonction.

Facteurs caractérisant la situation de référence: une année "normale" au Nord Kivu:

- La population peut mener ses activités de manière normale=pas de perturbation majeure
- Pas d'hostilité/pas de combats ouverts importants
- Accès aux champs/populations peuvent cultiver
- Les écoles sont fonctionnelles
- Il y a des retours de déplacés dans leur lieu d'origine
- Pas de nouveaux déplacements importants

Selon ces facteurs, et pour respecter la saisonnalité, la situation de référence choisie se situe en Février 2012 ; ce qui sera évoqué comme la situation d'urgence concernera les mois de Février et Mars 2013. En effet, aux mois de février et mars 2013, les conditions caractérisant une année « normale » au Nord Kivu ne sont plus réunies depuis longtemps (la situation s'étant détériorée depuis Avril 2012) et viennent perturber le fonctionnement des marchés. **La mention « situation d'urgence » dans le rapport fait donc**

référence à la période de l'étude qui couvre les mois de février et mars 2013, et sera comparé avec la situation de référence.

Pour Kitchanga et Rutshuru centre, dus aux combats ouverts ayant eu lieu en février/mars 2013, la situation d'urgence sera plus aigue et les changements seront accrus.

Collection des données:

Les données ont été collectées en suivant trois axes du Petit Nord: axe Rubaya-Masisi Centre, axe Mweso-Kitchanga-Nyanzale, axe Sake-Minova et autour de Goma.

Des entretiens avec des grossistes, détaillants, comités de marché, producteurs, collecteurs et informateurs clés ont été conduits pour informer le fonctionnement des systèmes de marchés du haricot et du maïs. Des entretiens avec les déplacés résidant dans les sites spontanés et camps CCCM ainsi que des entretiens avec les autorités des sites et camps ont été conduits pour informer le volet analyse du déficit et des besoins des déplacés, qui ont définis comme la population cible d'une intervention humanitaire pour cette EMMA.

Détail des acteurs et informateurs clés rencontrés en annexe

Section 4. Population cible

La population cible de cette EMMA est la population en situation d'insécurité alimentaire, conformément au mandat du PAM. Cependant, le conflit dans l'est du Congo a entraîné de nombreux déplacements de populations, ces populations vivant soit dans des camps CCCM, dans des sites spontanés ou dans des familles d'accueil. Ces populations déplacées sont considérées comme les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire de par leur déplacement et la perte concomitante de leur principale source de revenus et de nourriture, leur propre production agricole.

Ainsi les analyses des besoins et du déficit ont été faite essentiellement pour les déplacés.

Section 5. Cartographie des systèmes de marchés cruciaux

Les systèmes de marchés du haricot et du maïs dans le Petit Nord ont été affectés par les conflits disséminés dans tous les territoires de manière plus ou moins aigue depuis Avril 2012, avec une amplification du conflit et détérioration de la situation sécuritaire autour des cités de Kitchanga et Mweso depuis la fin du mois de février 2013, et autour de Rutshuru centre en Mars 2013.

Cartes en situation de référence et situation d'urgence pour les trois axes visités (marchés du haricot et du maïs)

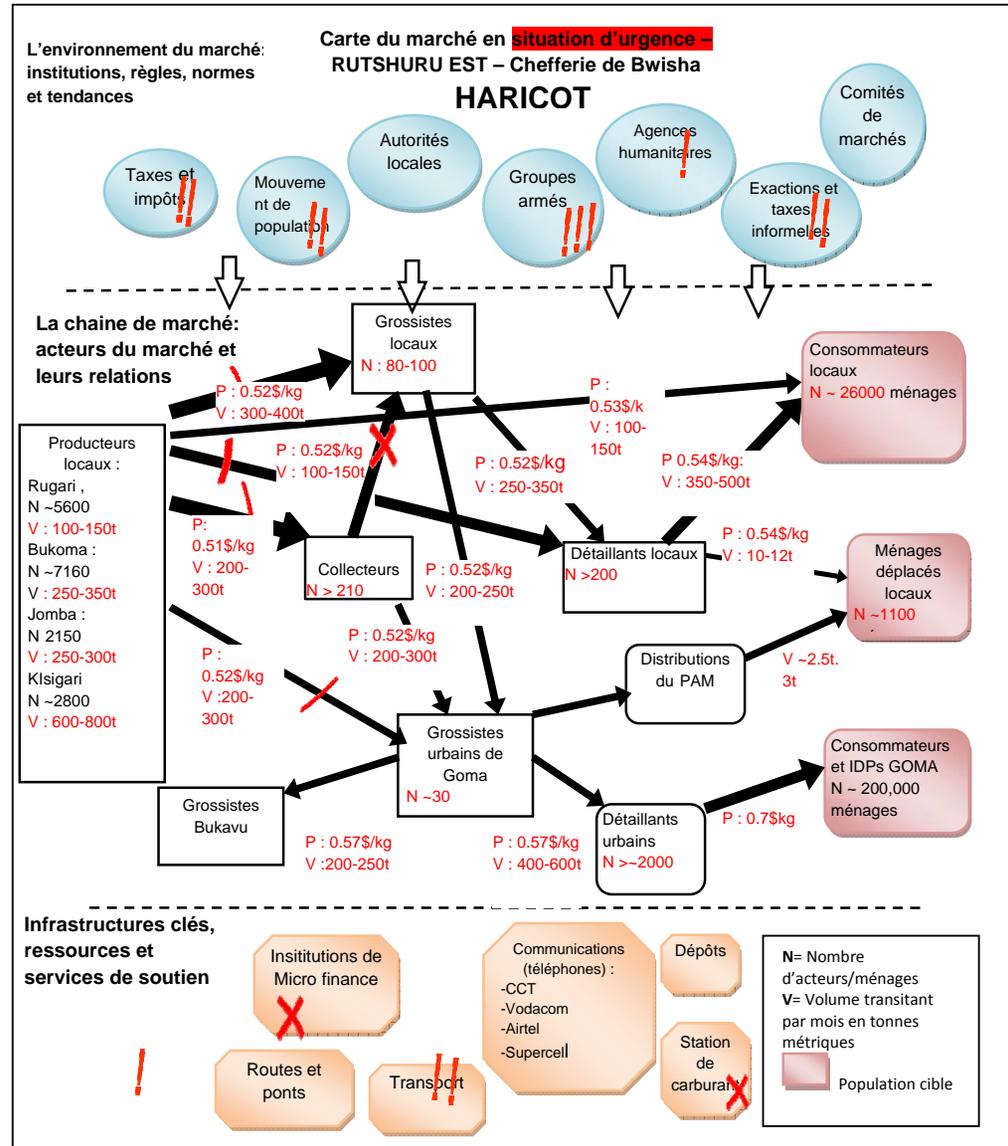
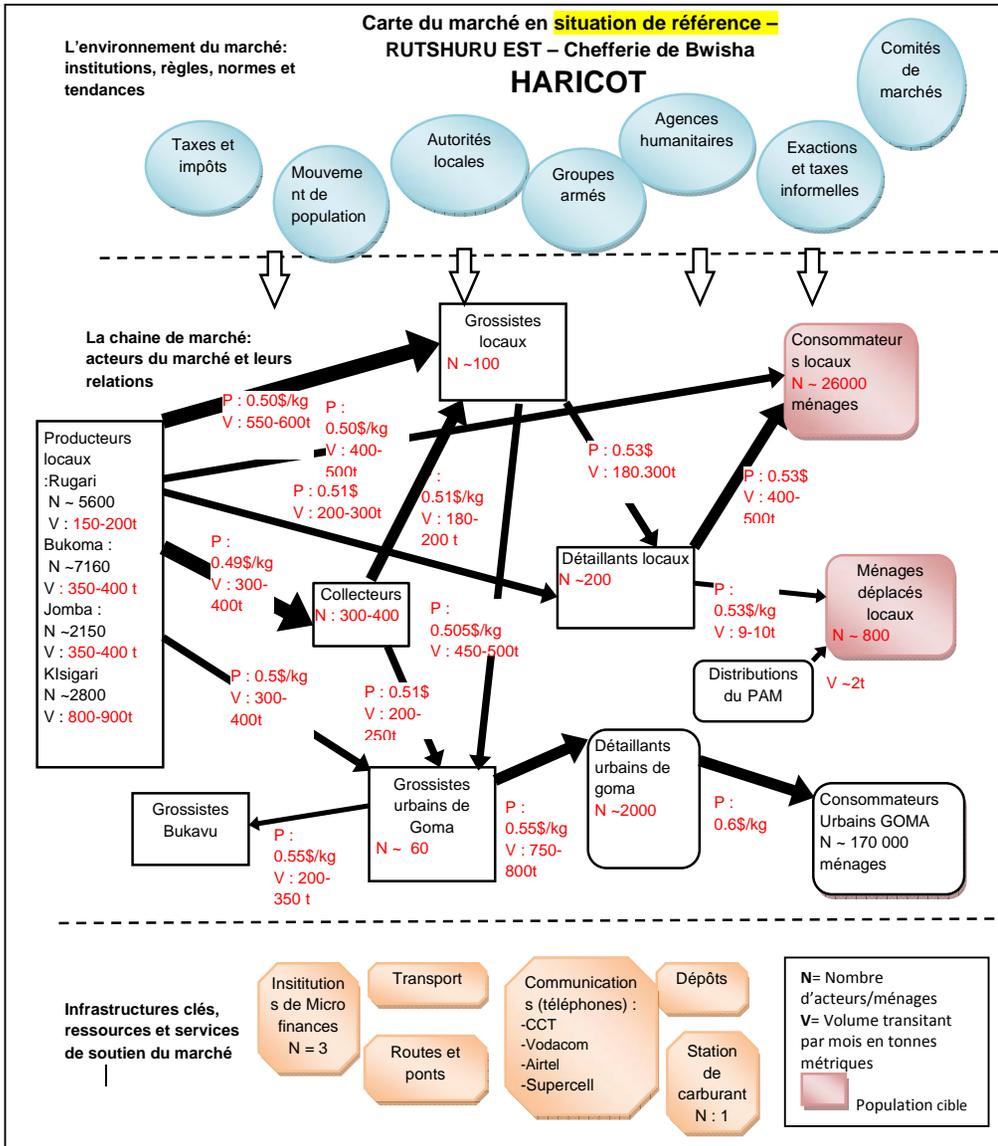
L'enquête a permis de définir les volumes de vente mensuels moyens pour le haricot et le maïs, selon les acteurs et les zones enquêtées. On peut observer les impacts de la crise sur le commerce et aux différents niveaux de la chaîne d'approvisionnement dans les cartes ci-dessous.

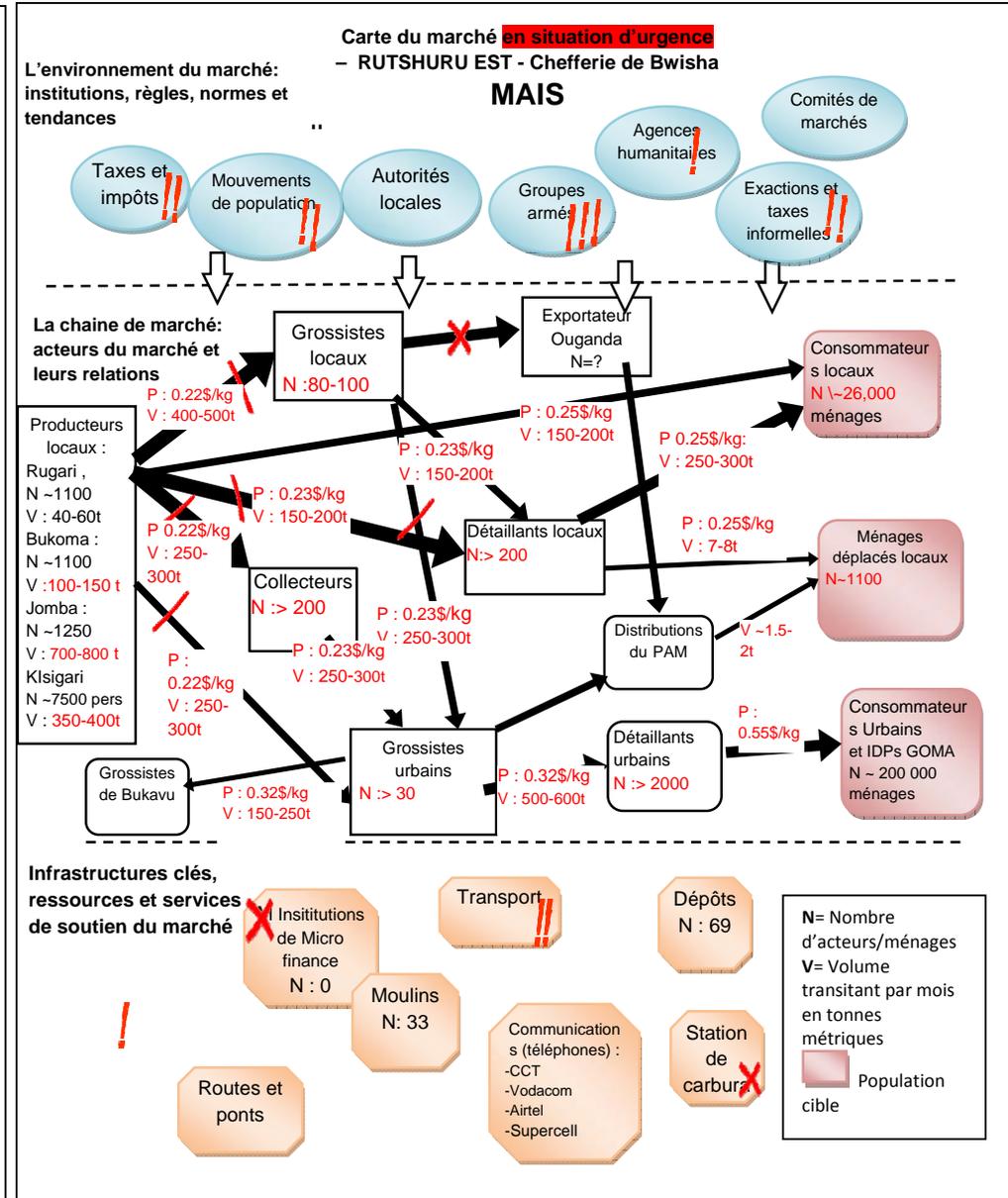
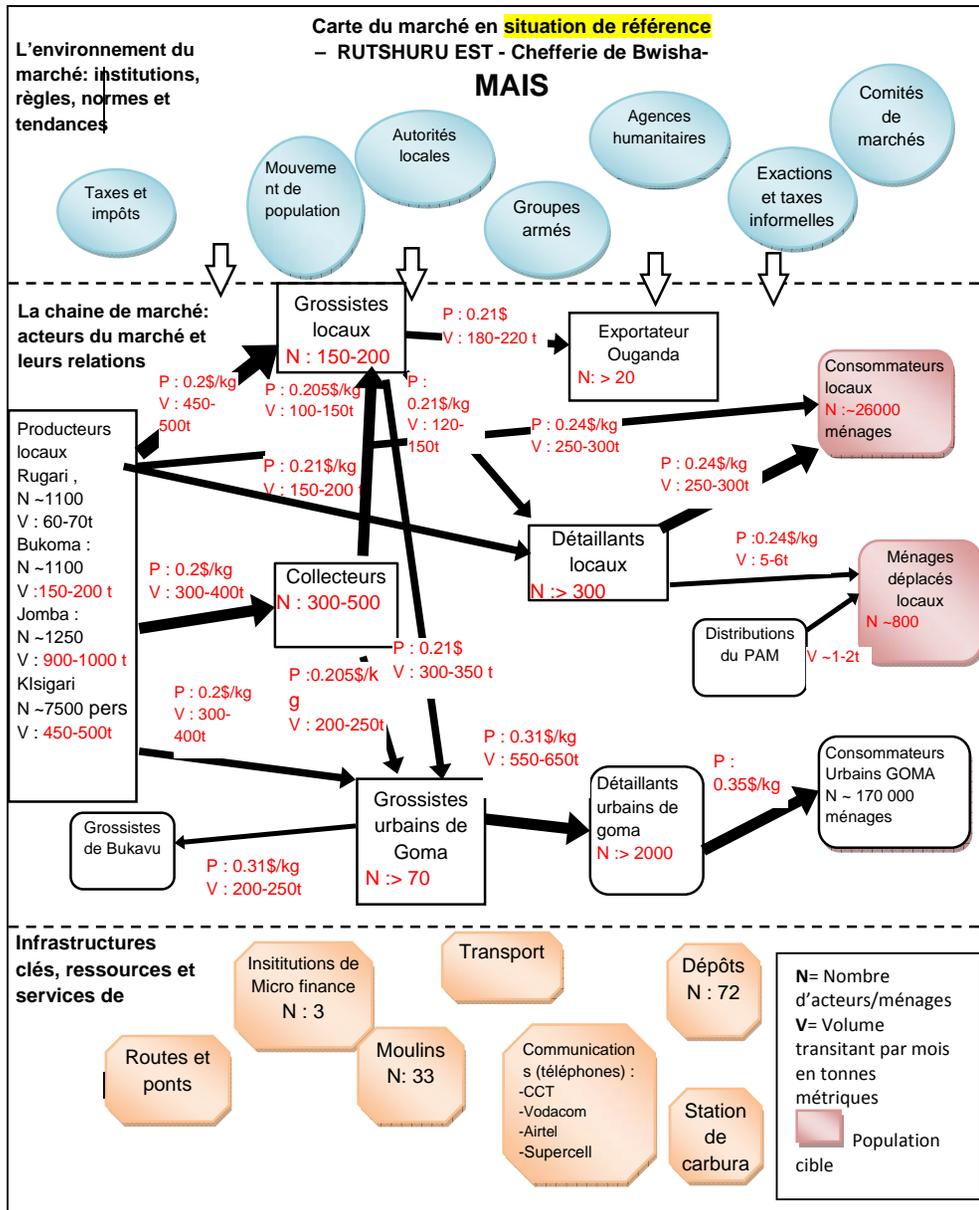
Pour le Masisi, l'impact ayant été assez faible sur la production, nous avons préféré illustrer seules les cartes en situation d'urgence, de plus les enquêteurs n'ont pas pu relever d'informations vraiment fiables sur la situation de référence quant aux volumes de vente, nombre d'acteurs, et prix pratiqués.

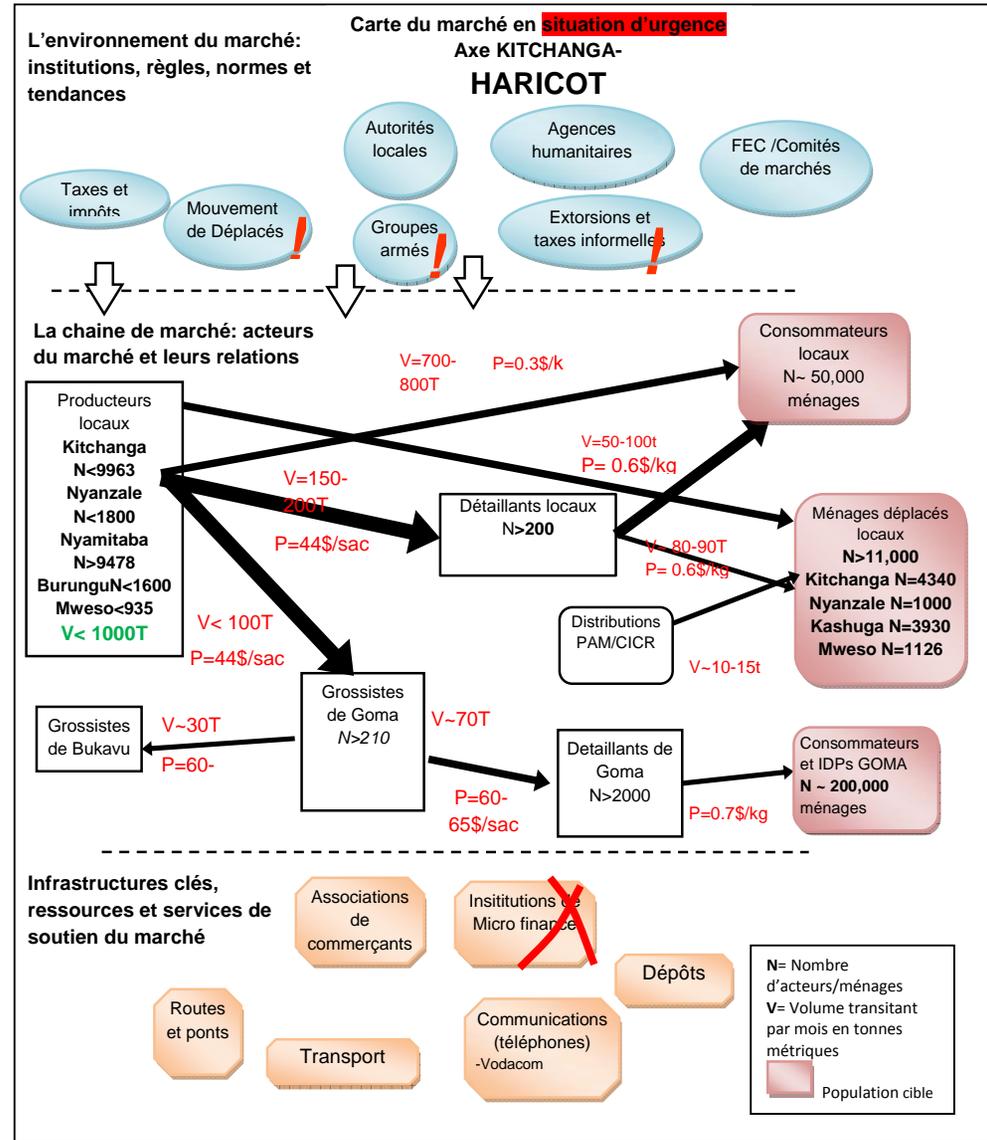
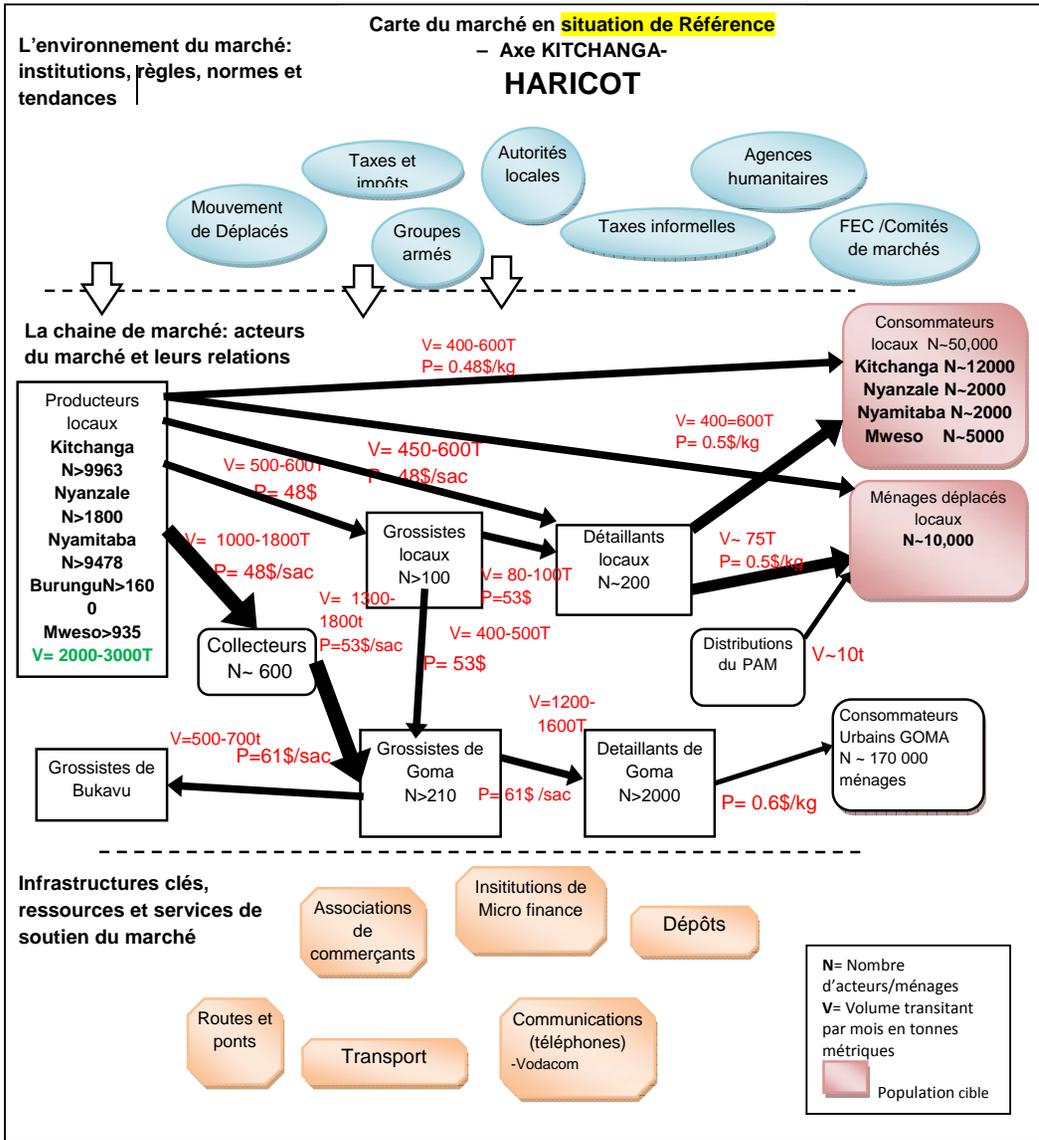
Il faut préciser que ces volumes de vente sont donnés à titre approximatif et ne doivent pas être pris à la lettre, c'est pour cela que l'on a préféré indiquer des tranches plutôt que des montants précis. Le manque de statistiques agricoles pour les productions, le manque de fiabilité des informations données par les commerçants et le manque d'accès à toutes les zones de production expliquent le manque de précision de ces données.

Cependant, ces volumes ont été aussi ajustés à la consommation moyenne mensuelle des ménages en haricot et en maïs pour assurer une cohérence.

Pour rappel, la situation de référence prise se reporte au mois de février 2012 et la situation d'urgence entre février et avril 2013.

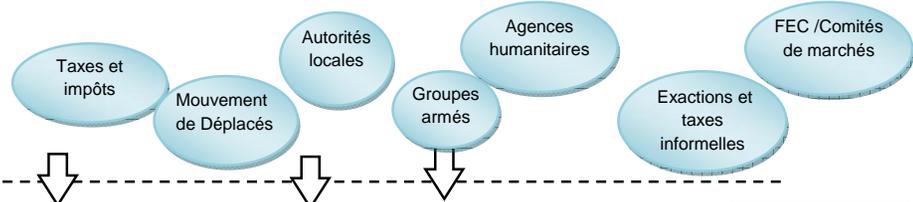




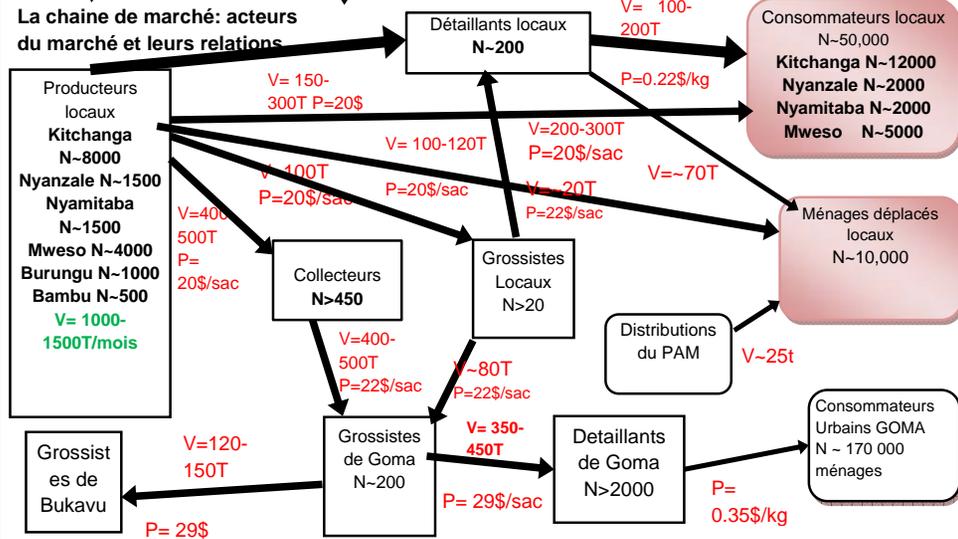


L'environnement du marché:
institutions, règles, normes et
tendances

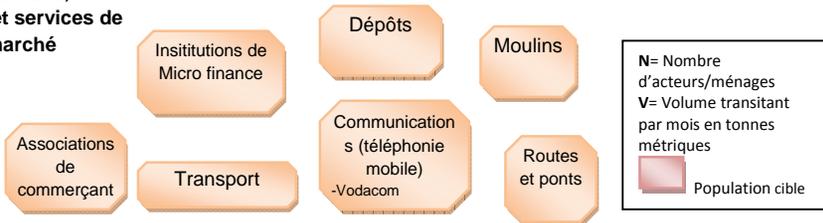
Carte du marché en **situation de Référence**
- Axe KITCHANGA-
MAIS



La chaîne de marché: acteurs
du marché et leurs relations

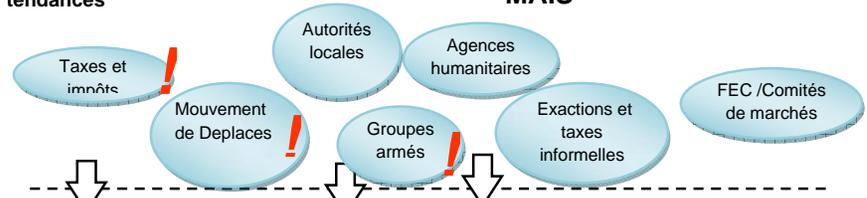


Infrastructures clés,
ressources et services de
soutien du marché

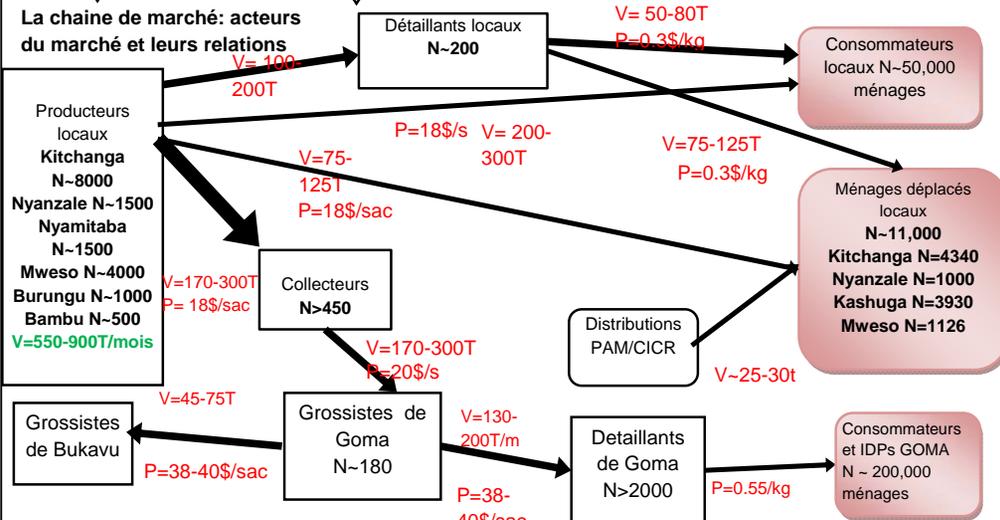


L'environnement du marché:
institutions, règles, normes et
tendances

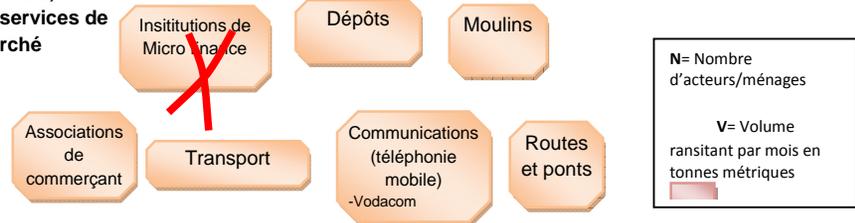
Carte du marché en **situation d'urgence**
- Axe KITCHANGA-
MAIS



La chaîne de marché: acteurs
du marché et leurs relations



Infrastructures clés,
ressources et services de
soutien du marché

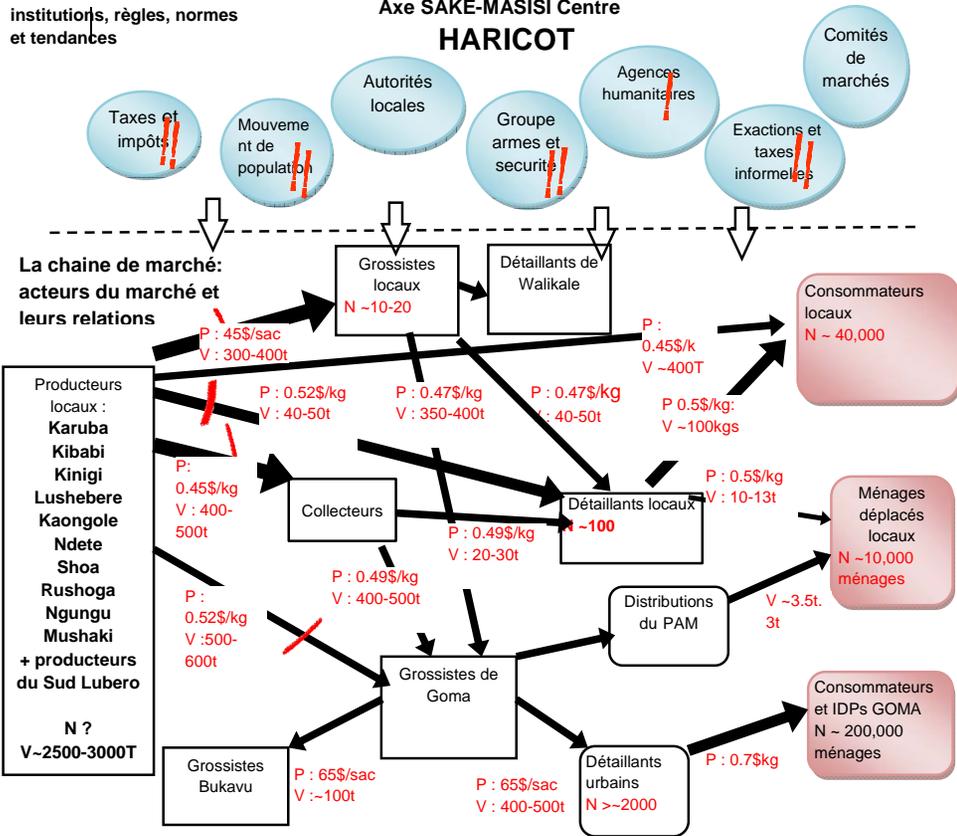


L'environnement du marché:
institutions, règles, normes
et tendances

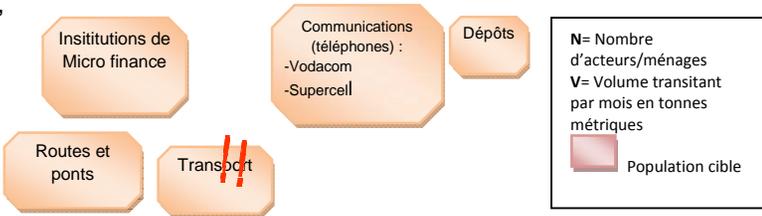
Carte du marché en situation d'urgence -

Axe SAKE-MASISI Centre

HARICOT



Infrastructures clés,
ressources et
services de soutien

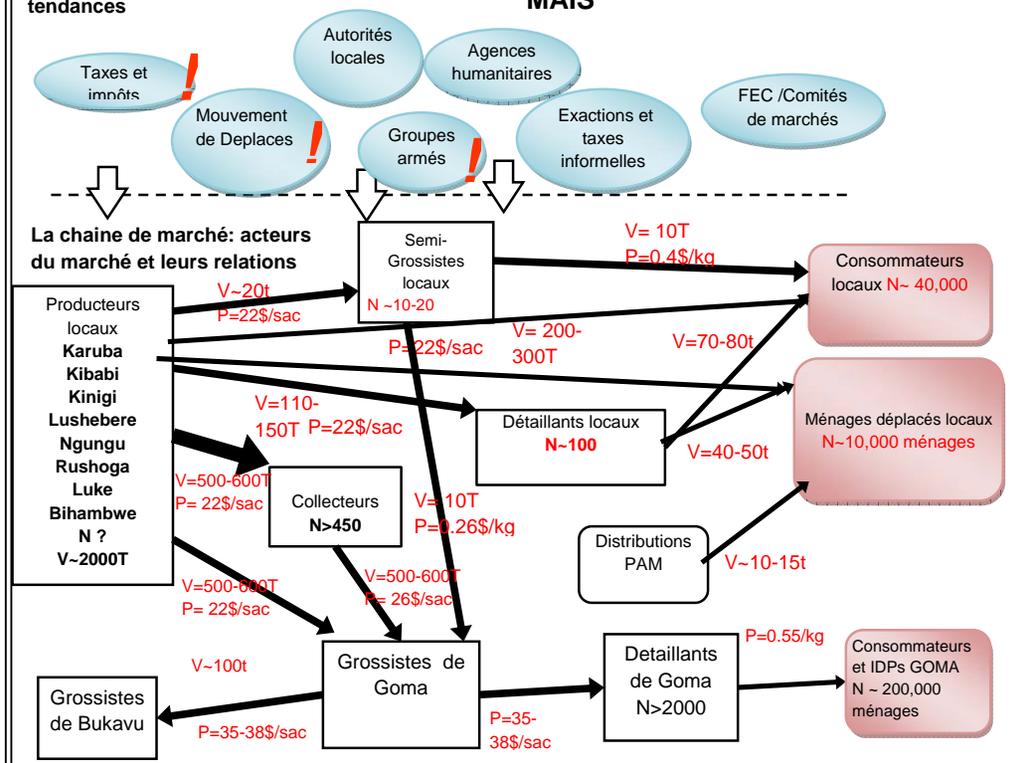


L'environnement du marché:
institutions, règles, normes et
tendances

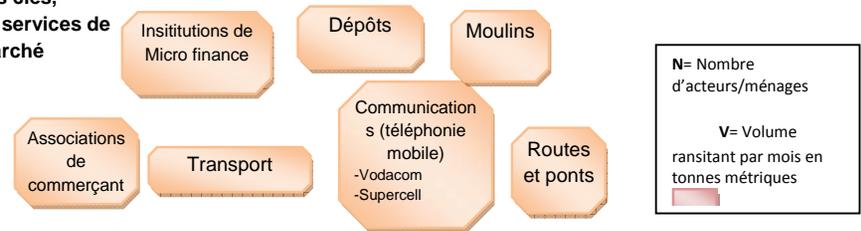
Carte du marché en situation d'urgence

- Axe SAKE-MASISI Centre

MAIS



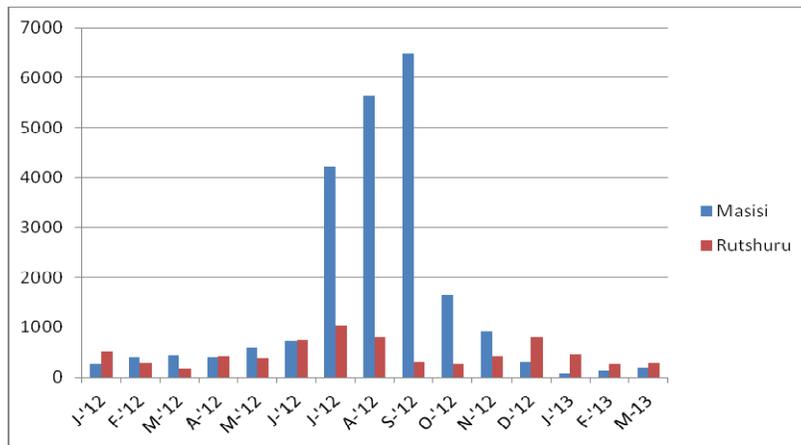
Infrastructures clés,
ressources et services de
soutien du marché



Saisonnalité

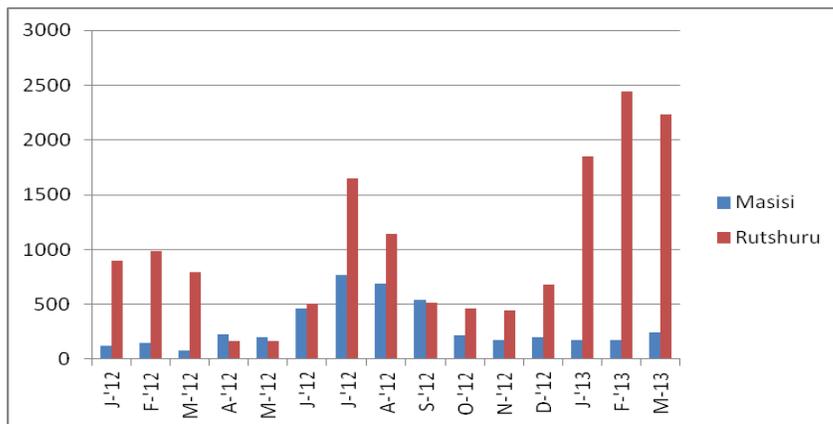
Calendrier d'approvisionnement du Maïs et du Haricot sur GOMA:

HARICOT	J	f	m	a	m	j	j	a	s	o	n	D
Rutshuru	+					++	+++	++				++
Masisi					+	+	+++	+++	+++	++	+	
Rwanda	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+	+
Tanzanie (pigeon vert)	++	++	+	+	+	+	+	+	+	+	+	++
MAIS	J	f	m	a	m	j	j	a	s	o	n	d
Rutshuru	++	++	++			+	+++	++	+			+
Masisi				+	+	++	+++	+++	++	+		



Graphique1 Provenance du Haricot arrivant sur Goma entre Janvier 2012 et Mars 2013 (en tonne)

Source: Données ADEVEVI et ADVPA



Graphique 2 Provenance du Maïs arrivant sur Goma entre Janvier 2012 et Mars 2013 (en tonne)

Source: Données ADEVEVI et ADVPA

La production de haricot connaît deux saisons agricoles au Rutshuru et une seule longue saison au Masisi, avec un pic de production de juillet à septembre. Le Rwanda fournit du haricot toute l'année (qui a des provenances diverses), ce qui permet d'éviter les carences sur les marchés de Goma lorsque la production agricole du Rutshuru et du Masisi est épuisée. La Tanzanie fournit le haricot appelé « pigeon vert », celui-ci est plus coûteux et est essentiellement destiné à l'exportation vers Kinshasa ou d'autres centres urbains du Congo.

La production de maïs connaît deux grandes saisons agricoles au Rutshuru : de janvier à mars et en juillet-août, au Masisi il y a une saison agricole de juin à septembre. Cette année la production du maïs est très importante dans le Rutshuru et les stocks arrivant sur Goma sont deux à trois fois supérieurs à ceux qui ont été enregistrés en 2012.

Il a été noté un désintéressement des agriculteurs pour la production du haricot, qui demande des sols fertiles et beaucoup d'entretien, par rapport au maïs qui pousse plus facilement.

Description des Principaux acteurs de la chaîne de marchés du haricot et du maïs :

i. Producteurs

Les producteurs de haricot et de maïs ont deux récoltes par an, ce qui leur permet de vivre de la consommation et vente de leur production agricole la plupart de l'année.

Ils connaissent quelques mois de soudure qui diffèrent selon les régions. **Les périodes de grande production vont de décembre à fin février, et de juin à septembre.** Chaque endroit a un calendrier différent et les grossistes se déplacent sur la base de la période de production du produit recherché.

Le pillage des récoltes, l'accès limité aux champs éloignés de la cité, l'imposition du prix d'achat par les grossistes locaux et urbains affectent directement les producteurs. Cette situation a un impact négatif direct sur l'offre du côté des producteurs.

Dans certaines zones de production les agriculteurs sont en déplacement suite aux menaces des groupes armés et par conséquent ne cultivent plus. Les ménages qui se sont déplacés consommaient jusqu'à 70% de leur production agricole, ces déplacements n'ont donc pas un effet néfaste notoire sur le volume général de disponibilité des produits agricoles sur les marchés.

Rutshuru :

La zone est du territoire de Rutshuru produit entre 20,000 et 30,000T de maïs par an dans une bonne année selon les données recueillies auprès des autorités, cependant en 2012 seuls quelques 8000T ont été recensés dans les dépôts de Goma, une grande partie de la production étant consommée (entre 30 à 60% selon la taille du producteur) ou est acheminée vers d'autres centres urbains et vers l'Ouganda (et revient de ce même pays conditionné en farine). Environ 10% de la production est aussi gardée pour servir de semences pour la saison suivante.

Un producteur de maïs produisait en moyenne 880kgs par saison agricole, environ 300kgs pour un petit producteur et plus d'1 tonne pour un gros producteur. La production ayant chuté depuis l'exacerbation du conflit, la moyenne de récolte par saison est descendue à 630kgs.

Un producteur de haricot produisait en moyenne 730 kgs par saison agricole, entre 100 et 200kgs par saison pour un petit producteur, et plus d'1 tonne pour un gros producteur. La production moyenne a chuté à 500kgs en situation d'urgence.

Masisi :

Un gros producteur de maïs peut produire plus d'1 tonne par saison agricole et un petit producteur environ 200kgs, la situation d'urgence n'a pas affecté tout le territoire du Masisi et la production est restée constante dans certaines localités (Karuba, Kibabi, etc).

Un producteur de haricot produisait en moyenne 200 kgs par saison agricole, entre 300 à 500kgs par saison pour un petit producteur, et plus d'1 tonne pour un gros producteur. La production moyenne a chuté à 500kgs en situation d'urgence.

Axe Kitchanga :

Un gros producteur de maïs peut produire 600 à 700kgs par saison agricole et un petit producteur environ 200kgs, la situation d'urgence a affecté particulièrement l'axe Kitchanga-Mweso, surtout avec les affrontements du mois de mars. En moyenne il était produit 500kgs de maïs par producteur en situation de référence, mais le volume de production moyen est descendu à 300kgs en situation de référence, principalement par manque d'accès aux champs.

Un producteur de haricot produisait en moyenne 865 kgs par saison agricole, entre 50 à 150kgs par saison pour un petit producteur, et 400-500kgs pour un gros producteur. La production moyenne a chuté à 110kgs en situation d'urgence.

Les gros centres de production de la zone sont à Nyanzale et Bambou, dans l'ouest du Rutshuru.

ii. Collecteurs/Acheteurs

Les collecteurs/trices, autrement appelés acheteurs ou même trieurs, qui sont souvent des femmes, ont des rôles d'intermédiaires dans la chaîne d'approvisionnement. Ils sont recrutés par les grossistes locaux ou venant de Goma pour aller chercher les produits chez les producteurs dans les différentes localités et regroupent une quantité importante de produits qui sont ensuite acheminés vers les centres urbains ou les grands marchés. Le prix payé aux collecteurs/trices varie entre 1 à 2\$ par sac de 100kgs. Ces collectrices font la collecte de produits à pied et rapportent les sacs le plus souvent sur leur dos. Leur capacité de collecte est donc limitée par le moyen de transport.

iii. Grossistes

On trouve des grossistes locaux dans la plupart des zones enquêtées, qui achètent aux producteurs, souvent par l'intermédiaire de collecteurs, et revendent soit directement aux consommateurs soit aux détaillants locaux. Les grossistes de Goma viennent dans les territoires pour s'approvisionner et passent le plus souvent par des collecteurs à qui ils donnent 2\$ par sac. Certains grossistes de Bukavu ont été observés dans les territoires, mais ceux-ci achètent le plus souvent des vivres aux grossistes de Goma.

iv. Associations de commerçants :

Deux associations de commerçants dominent tout le secteur sur la ville de Goma et dans une moindre mesure dans les territoires, ce sont ADEVEVI (Association des Dépositaires et Vendeurs de Vivres) et ADVPA (Association des transporteurs et Vendeurs des Produits Agricoles). Ce sont eux qui possèdent la plupart des dépôts que l'on trouve dans Goma et comprennent parmi leurs affiliés des grossistes, des détaillants, des manutentionnaires et des loueurs de camion. La plupart des acteurs du marché sont affiliés à l'un ou l'autre moyennant des frais d'adhésion.

Le rôle de ces associations est de fournir de l'espace pour l'entreposage pour les commerçants qui n'ont pas les moyens de posséder leurs propres dépôts, mais ils ont aussi un rôle de régulateur des prix pratiqués sur les marchés, ils peuvent aussi jouer un rôle comme groupe de pression auprès des autorités (ex : grâce à ADEVEVI, la patente étatique annuelle a été baissée de 30 à 15\$ par an).

v. Consommateurs/Population cible

L'objet de l'enquête EMMA est de produire une estimation du déficit auquel la population cible est confrontée pour un article ou un service essentiel. Ici **le but était de déterminer le déficit alimentaire des populations affectées par la situation de conflit**, en se concentrant sur les déplacés mais pas seulement, les familles d'accueil, retournés et autochtones ayant été affectés par les récentes escalades du conflit à l'est du Rutshuru et autour de Kitchanga.

Préférence des ménages

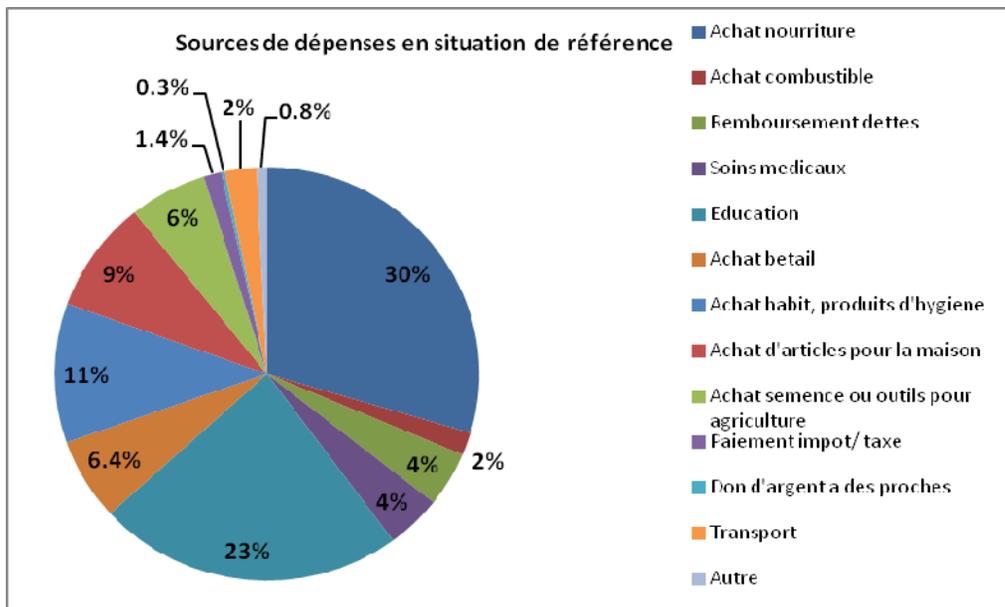
En moyenne, 81% des ménages interrogés préféreraient le cash à une autre modalité d'aide.

55% ont mentionné préférer la modalité transfert monétaire à Rutshuru Est où les marchés ont été affectés par le conflit et où la sécurité n'est pas pleinement rétablie. Ils sont 70% à préférer cette modalité sur l'axe Kitchanga-Mweso malgré l'impact négatif du conflit sur le fonctionnement des marchés sur cet axe, en particulier dans la cité de Kitchanga.

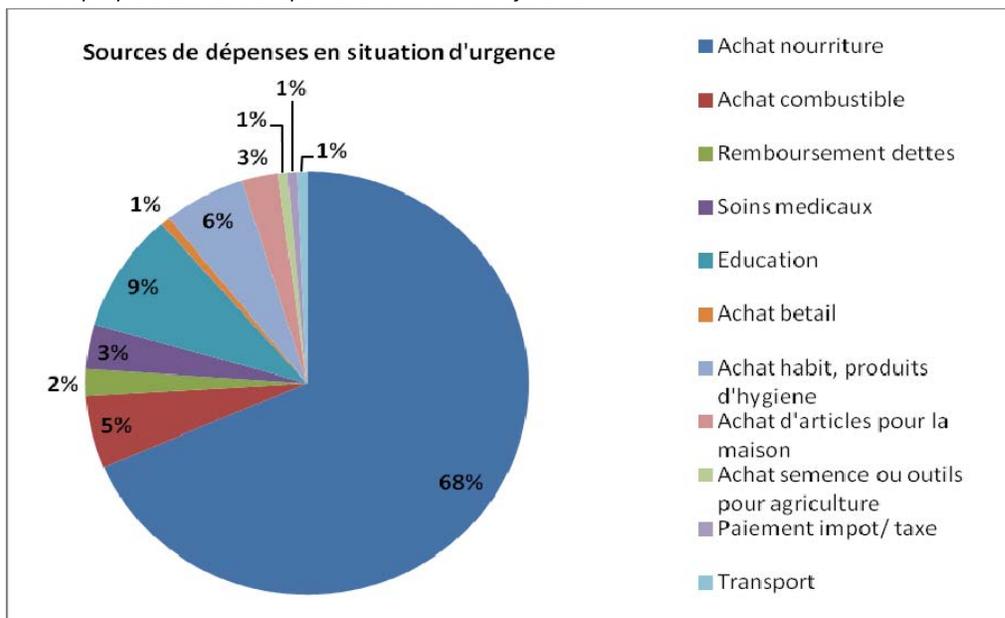
Dans le Masisi (axe Masisi centre-Rubaya-Sake), 100% des ménages ont affirmé préférer la modalité cash à une autre modalité, ceci s'explique certainement par le calme relatif dans cette zone et le fonctionnement normal des marchés. Dans l'ouest du Rutshuru (Nyanzale), 100% des ménages ont aussi affirmé préférer la modalité cash, ceci s'explique également par le dynamisme du marché de Nyanzale qui est un grand centre, et où l'on peut trouver toutes les commodités et tous les intrants désirés.

Profil des revenus et dépenses par foyer

Les revenus et les dépenses des ménages enquêtés ont été affectés par cette situation de crise, la raison principale en est l'absence d'accès aux champs et/ou aux activités génératrices de revenu.

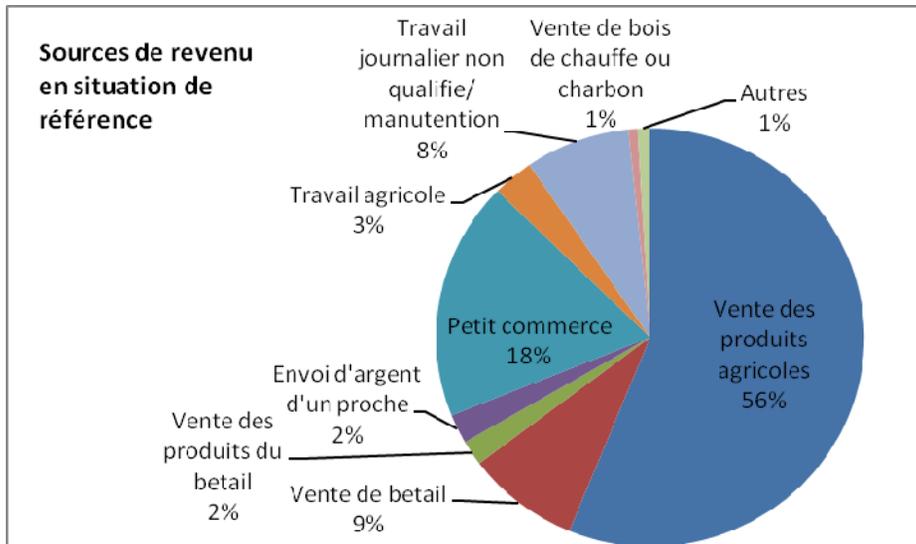


Graphique 3 Sources de dépenses en situation de référence

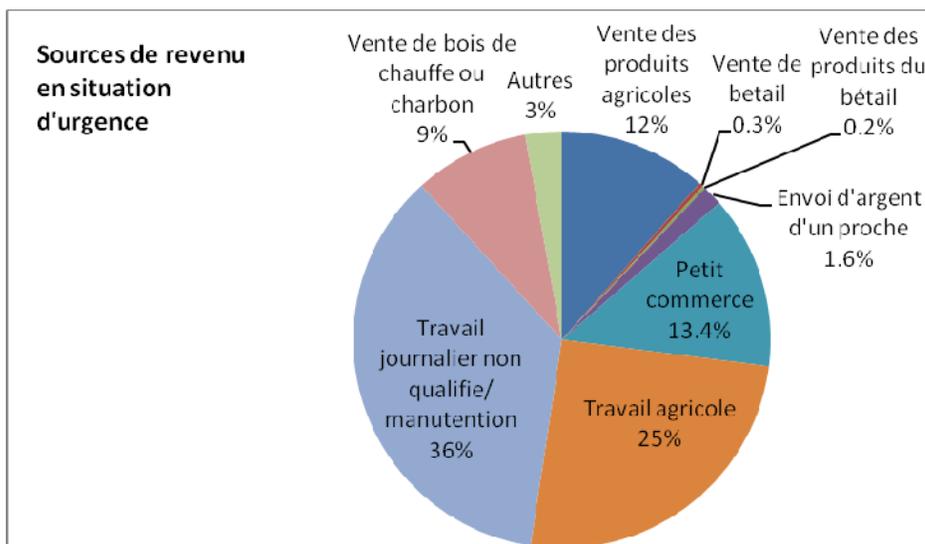


Graphique 4 Sources de dépenses en situation d'urgence

On peut observer que les sources de dépenses ont changé pour les ménages déplacés et affectés par la crise, les achats de nourriture prenant maintenant la part majoritaire dans les dépenses (68% en moyenne), ceci s'explique par le manque d'accès aux champs et/ou à la récolte, qui prive les ménages de leur propre production agricole, qui représente pendant une année normale entre 55 à 65% des sources d'aliments. On peut observer que les sources de dépense étaient beaucoup plus diversifiées en situation de référence, avec les achats de nourriture ne représentant seulement que 30%. Il faut noter l'importance des dépenses liées à l'éducation, qui représentaient en moyenne 23% des sources de dépenses, le manque d'argent des ménages aujourd'hui a donc une conséquence directe sur l'éducation des enfants, comme d'ailleurs exprimé par les ménages interrogés.



Graphique 5 Sources de revenu en situation de référence



Graphique 6 Sources de revenu en situation d'urgence

La vente des produits agricoles représentait en moyenne 56% des sources de revenu en situation de référence, complété par 11% qui venaient de la vente de bétail ou de ses produits ; c'est donc presque ¾ des sources de revenu qui sont perdus avec le déplacement, et qui sont difficilement remplacées par du travail journalier agricole, manutention ou transport de marchandises. La vente de bois de chauffe ou charbon représente maintenant 9% des sources de revenu, avec les risques inhérents à cette activité. La pratique du petit commerce, qui peut être stimulée par l'octroi de transferts monétaires aux ménages (comme vu à Mugunga 1 en Octobre 2012 suite à la distribution de cash d'Oxfam), reste une source importante de revenus qui peut être pratiquée dans la plupart des situations.

Déficit alimentaire

Le déficit alimentaire des ménages est en moyenne de 55%, signifiant que la quantité de vivres que les ménages peuvent aujourd'hui se procurer est seulement égale à 45% par rapport à la quantité habituelle.

Le déficit des ménages non déplacés mais affectés par les combats est un peu moindre, de 30% en moyenne.

Leur score de diversité alimentaire était de 4.5 en situation de référence, il est descendu à 2.75 en situation d'urgence, signifiant une baisse dans la quantité et la qualité de l'alimentation, les repas étant moins diversifiés. Les aliments consommés sont principalement le maïs, la pomme de terre, le manioc, le haricot, le chou et les amarantes.

Si on précise le déficit pour la consommation des produits enquêtés, deux des éléments de base dans la consommation des ménages au Nord Kivu, toutes zones confondues, cela peut être illustré comme ci-dessous :

Denrée	Consommation habituelle (par mois en kg)	Consommation actuelle (par mois en kg)	Déficit actuel (par mois en kg)
Haricot	40	12	28
Maïs	28	18	10

Par conséquent, il faudra considérer ce déficit dans l'octroi de coupons modalités, coupons valeurs ou transferts monétaires, et évaluer la capacité des marchés locaux à répondre à cette demande dans les zones concernées.

Les sources alimentaires des déplacés ont changé face à la situation qui est la leur et l'absence d'accès à la production agricole qui représentait en moyenne 60% de leur source d'aliments.

En moyenne, 50% de leurs sources d'aliments viennent des achats au marché (62% pour Kitchanga, 56% pour Rutshuru Est et 47% pour Masisi), 7% de l'assistance alimentaire (jusqu'à 13% pour rutshuru est ou 12% dans le Masisi), le reste vient des dons, des travaux agricoles payés en nature ou de la production agricole pour ceux qui le peuvent encore.

Section 6. Analyse des marchés et du déficit

- **Les marchés sont-ils fonctionnels et sont-ils physiquement accessibles pour les bénéficiaires?**

Les marchés de Goma sont pleinement fonctionnels et physiquement accessibles aux populations vulnérables de Goma et ses environs, il n'y a pas de contrainte sécuritaire pour accéder à ces marchés pour les déplacés et les coûts ne sont pas élevés (1000 à 2000frc aller-retour).

Le marché de Sake est un marché important pour les déplacés, bien que ce marché soit physiquement accessible aux plus vulnérables, il faut néanmoins souligner le problème de rançonnement sur la route par les militaires, en argent ou en nature. Ceci a été reporté de manière récurrente et apparaît comme un problème majeur de protection.

Sur l'axe Kitchanga-Mweso, il faut noter que tous les marchés sont fonctionnels, à part le marché de Kitchanga centre qui reprend difficilement son activité normale après les conflits ayant affecté la ville fin février/début mars.

Autour de Masisi centre, tous les marchés sont fonctionnels et physiquement accessibles aux populations, mais on peut noter un déficit de produits disponibles, ce qui rendrait une intervention basée sur les transferts monétaires en marché ouvert difficile.

Le marché de Rubaya est difficilement accessible économiquement aux populations déplacées, les prix y étant très élevés (présence de mines et salaires élevés pour ceux qui y travaillent, le marché s'adapte à ce fort pouvoir d'achat). Les déplacés ont témoigné se rendre dans les marchés de Kibabi situé à 2h de marche du site et même jusqu'à celui de Kinigi située à quelques 6H de marche. Des incidents sécuritaires et des extorsions d'argent (souvent perpétrés par les militaires) peuvent survenir sur la route en toute impunité.

Les hommes, pour arriver aux marchés de Luke et de Kinigi, sont obligés de payer des taxes aux barrières des Nyatura (taxes appelées quittance de salongo équivalent à 1000fc).

Dans le Rutshuru, il n'y a pas de problème d'accès physique aux marchés et l'accès y est sans danger assuré autour des lieux de déplacement, il y a même un petit marché dans le camp de la MONUSCO.

- **Les produits alimentaires sont-ils suffisamment disponibles et à un prix raisonnable ?**

Un sac de 100kgs de maïs se vend à Goma à 37\$, et au détail à 0.56\$ le kilo, un sac de 100kgs de haricot se vend entre 60 et 65\$ et au détail à 0.71\$. Le maïs est donc beaucoup plus bon marché que le haricot, qui devient un peu cher pour les ménages vulnérables.

En mars à Goma chez les grossistes les prix ont recommencé à monter, surtout pour le haricot qui a été rare cette année. Les prix vont continuer à augmenter jusqu'à la prochaine récolte qui commencera en avril/mai pour le haricot et en mai/juin pour le maïs selon les zones de production. Il faut donc s'attendre à un léger déficit de haricot dans les prochaines semaines (fin mars/avril) cependant le maïs a été récolté en grande quantité en janvier et février de cette année, en quantité deux fois supérieure à la normale grâce aux terres disponibles dans le Rutshuru et à la mise à disposition de tracteurs par le gouvernement.

La récolte du haricot de ce début d'année fut légèrement inférieure à la normale dans le Rutshuru mais inférieure de trois fois dans le Masisi, ceci pour les raisons d'insécurité et de désintérêt de la population pour la culture du haricot qui demande des terres fertiles et de l'entretien régulier, alors que le maïs peut pousser avec moins d'entretien.

On peut conclure à un déficit passager de haricot sur Goma et de manière plus importante dans les territoires du Nord Kivu, jusqu'à la prochaine récolte qui débutera en avril dans le Masisi. A Goma, les commerçants ont des stratégies d'adaptation aux déficits passagers et s'approvisionneront davantage au Rwanda et en Tanzanie pour combler ce déficit, cependant une hausse des prix sera difficilement évitable.

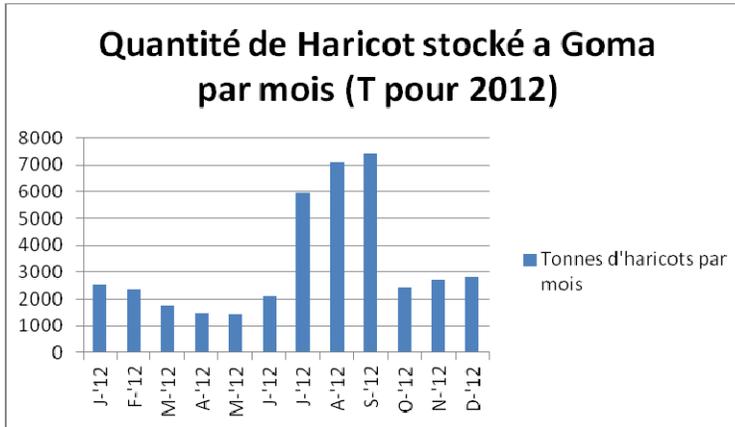
Haricot :

\$	Annee	Janvier	Fevrier	Mars
Prix au sac (100kgs)	2013	\$55	\$55	\$60-65\$
Prix au kilo	2013	0.57	0.66	0.72

Maïs :

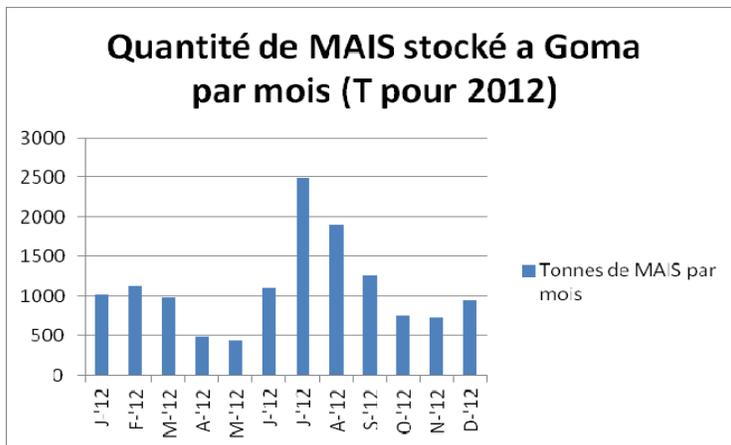
\$	Annee	Janvier	Fevrier	Mars
Prix au sac (100kgs)	2013	\$40	\$38	\$37
Prix au kilo	2013	0.67	0.61	0.56

Disponibilité



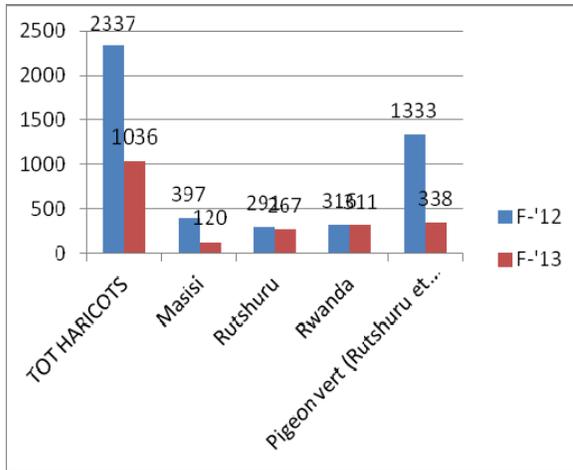
Source: ADEVEVI et ADVPA

On peut distinguer une grande saison de récolte du haricot de Juillet à Septembre et une petite saison de Novembre à Février.

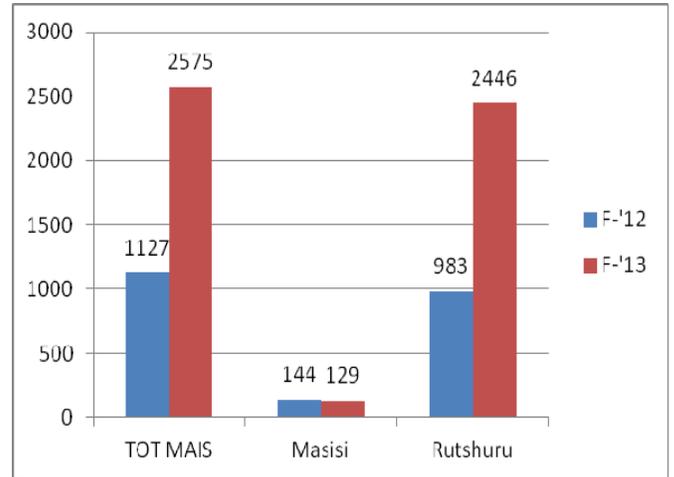


Source: Données ADEVEVI et ADVPA

Comparaison de la disponibilité entre la situation de référence et la situation d'urgence :

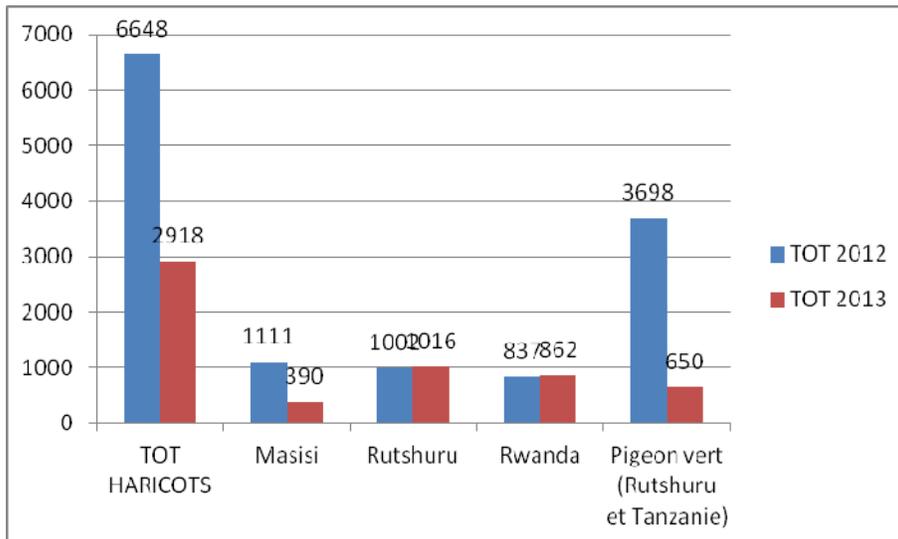


Source: Données ADEVEVI et ADVPA



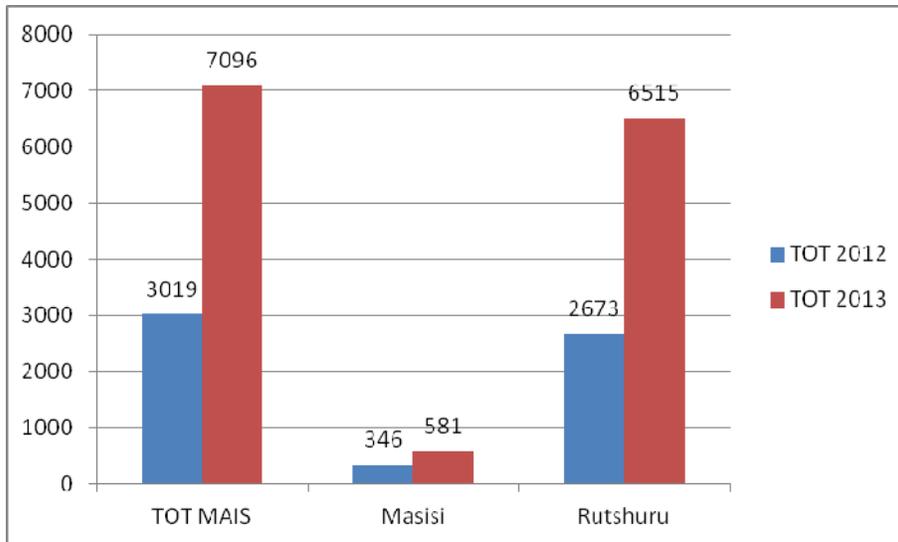
Source: Données ADEVEVI et ADVPA

Comparaison de la quantité de haricot selon leur provenance entre les premiers trimestres 2012 et 2013



Comparaison de la quantité de maïs selon leur provenance entre les premiers trimestres 2012 et 2013

Source: Données ADEVEVI et ADVPA



Source: Données ADEVEVI et ADVPA

Comme illustré dans les graphiques ci-dessus, en 2013, les stocks de haricot venus sur Goma représentent seulement 45% de la quantité venue pendant la même période en 2012, signifiant une baisse considérable de la production de haricot sur le petit nord kivu en ce début d'année.

Cependant, pour le maïs, la récolte a été exceptionnelle dans le Rutshuru (zone à déterminer) en ce début d'année 2013, et le stock étant venu sur Goma est déjà égal à 235% du stock venu à la même période en 2012 soit plus de deux fois plus. Ceci s'explique par la mise en valeur de terres arables par le gouvernement et la FAO et la mise à disposition de tracteurs pour les producteurs de maïs.

Sur plus d'un millier de grossistes dans Goma, les grossistes se distinguent par leur capacité de vente et de stockage, on peut qualifier 10% d'entre eux comme des gros grossistes, 30% comme des moyens, et 60% comme des petits. Leur capacité de stock maximum est exposée dans le tableau ci-dessous :

Capacité des grossistes	Nbre	Stock max (T)	Stock total
gros	>100	50	5140
moyen	>300	20	6168
petit	>600	5	3084
Total			14,392T

On peut donc en déduire que le stock maximum de denrées alimentaires sur Goma à un moment précis est d'environ 14.4T, ce qui est une capacité suffisante pour répondre à la demande de toute la population de Goma qui comprend environ 800,000 habitants, et environ 900,000 avec les déplacés (sur la base du panier alimentaire local offrant 2100 kcal/prs/jour, une personne a besoin d'environ 600g de vivres, ce qui fait un besoin total de 16.2T par mois). Il faut cependant noter que ceci ne représente pas la quantité de produits vendus à ou consommés par la population, en effet celle-ci peut se fournir directement dans les territoires ou se procure de la nourriture qui ne transite pas par les dépôts (on estime que 5 à 10% des vivres ne transiteraient pas par les dépôts et serait donc difficile à quantifier). De plus, beaucoup de ménages et déplacés résidant à Goma se procurent des vivres à Sake, qui est un centre important de vente de haricots, maïs et pomme de terre venant du Masisi et des bords du lac.

A Sake, il y a environ 1200 détaillants, 53 grossistes de haricot et 45 grossistes de maïs. Il y a 5 dépôts ou les produits principaux stockés sont le charbon, les patates douces, le maïs et le haricot (des cosettes de manioc et du sorgho ont cependant été observés dans les dépôts autour du marché). Un dépôt a une capacité moyenne de 20T, la capacité maximale de stockage est donc d'environ 100T.

Volume de vente à Sake

Denrée	Volume de vente actuelle p/mois (T)	Capacité max. en cas de hausse de demande
Haricot	1640	3000
Mais	1500	2700
Total	3140	5700

Ventes moyennes des grossistes de GOMA

Sur un millier de grossistes, nous avons considéré que 500 vendaient du haricot et 500 vendaient du maïs pour simplifier les calculs des ventes totales. Il est en effet très difficile de connaître les nombres exacts de grossistes selon leur spécialisation, de plus nombre d'entre eux sont opportunistes et vendent des denrées différentes selon les denrées disponibles.

	Nbre de grossistes	Vente Période basse par grossiste (T)	Total ventes -	Vente Période haute par grossiste (T)	Total ventes +	Moyenne de vente
Haricot	500	14	7000	30	15000	entre 7 et 15T par mois
Mais	500	35	17500	80	40000	entre 17 et 40T par mois

La réception du stock prend en moyenne une semaine après la commande, mais peut être aussi courte que 3 jours ; la capacité de restocker pour les grossistes n'est donc pas bloquée par des problèmes d'accès ou de transport, les principaux freins aux capacités de stockage sont l'accès au capital économique et l'insécurité sur la route qui freine les commerçants à transporter des grandes quantités. Le mauvais état des routes a été mentionné également comme un obstacle au réapprovisionnement régulier des grossistes.

- **Les marchés sont-ils bien intégrés ?**

Les marchés ne sont pas parfaitement intégrés dans tout le nord-kivu, ceux-ci répondant à des variations saisonnières différentes selon les zones. Ainsi, une hausse des prix dans une zone déficitaire n'entraînera pas forcément une hausse des prix dans d'autres zones plus éloignées ne subissant pas le même déficit.

Si les prix ne suivent pas forcément les mêmes tendances dans tout le nord-kivu, cependant il y a une réelle intégration dans l'approvisionnement et un déficit de production dans une zone de production sera en général comblé par un excès de production dans une autre zone de production, ce qui évite des problèmes importants de déficit sur la province.

Par exemple, en ce moment c'est Goma qui approvisionne le Masisi, notamment en maïs, grâce à la forte production du Rutshuru, et ce sera le contraire dans quelques mois.

- **Les marchés sont-ils suffisamment compétitifs ?**

Il n'a pas été observé de situation de pouvoir particulière au sein des marchés et il n'y a pas d'acteur qui détient quelque monopole du commerce. Les prix se régulent par la présence de multiples acteurs et par la possibilité pour un consommateur d'aller voir ailleurs si les prix sont trop chers quelque part. Les ménages sont prêts à parcourir des kilomètres pour accéder à des denrées moins chères, comme cela a été observé à Rubaya pour les déplacés qui n'hésitent pas à se rendre à Kibabi ou même Kiningi.

Le rôle des comités de marché ou des associations telles qu'ADVPA et ADEVEVI est de contrôler qu'un acteur ne pratique pas un prix trop élevé ou trop bas et ne fasse ni du tort aux consommateurs ni de la concurrence déloyale. À Sake par exemple, un commerçant qui pratiquerait un prix différent de celui convenu entre ses pairs peut avoir à payer une amende.

- **Les commerçants ont-ils la capacité de répondre à une augmentation de la demande ?**

Les commerçants s'adaptent à la demande des consommateurs, et leur diminution de stock est essentiellement due à la baisse de la demande suite aux nombreux déplacements et aux conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages affectés par le conflit.

En cas d'augmentation de la demande, la plupart des grossistes auront la capacité de répondre.

Adevevi et ADVPA, qui centralisent la majorité des dépôts de marchandise arrivant sur Goma, pourront être prévenus à l'avance lors d'une distribution d'argent pour assurer la disponibilité des denrées alimentaires de base. Une semaine en amont sera suffisante pour permettre aux commerçants de se réapprovisionner.

Cependant, les nombreuses taxes informelles imposées par les groupes armés (surtout celle du M23 qui s'élève à un montant de 350\$) et les risques d'extorsion mêlés au contexte d'insécurité sont autant de freins à l'approvisionnement des grossistes, en effet ceux-ci préfèrent voyager avec des petites quantités de marchandise et éviter les déplacements trop nombreux et/ou trop rapprochés dans le temps.

Si il n'y aura pas de problème pour un commerçant de Goma de répondre à une augmentation de la demande grâce aux nombreuses zones de production auxquelles il a accès, ceci sera un problème dans l'est de Rutshuru ou sur l'axe Kitchanga-Mweso.

Pour le cas de Sake et les environs du bord du lac, la capacité des commerçants à augmenter les stocks en cas de demande accrue est très élevée, les zones de production étant diverses et les produits pouvant être trouvés pratiquement à tout moment de l'année.

Le tableau ci-dessous illustre leur capacité par rapport aux volumes vendus et la capacité d'expansion.

SAKE												
Denrée	Consommation par ménage par mois	Population (ménages)	Nbre de ménages déplacés	Total ménages à couvrir	Tonnage requis population normale	Tonnage requis avec déplacés	T vendu p/sem	T vendu p/mois	Balance population	Balance avec déplacés	Capacité max p/sem (T)	Capacité max.p/mois (T)
Haricot	38	10000	2000	12000	380	456	381.6	1640.88	1260.88	1184.88	742	3190.6
Mais	30	10000	2000	12000	300	360	351	1509.3	1209.3	1149.3	630	2709

Des volumes de 3000T de haricot et de maïs peuvent répondre aux besoins d'environ 80,000 ménages avec une consommation moyenne de 38kgs de haricot par mois et par ménage et 30 kgs de maïs par mois et par ménage.

Les grossistes de Sake écoulent beaucoup de leurs produits sur Goma (en vendant aux grossistes de Goma venant acheter à Sake) et les déplacés se rendent au marché de Sake, **la capacité de ces grossistes**

permettra donc de répondre à une augmentation de la demande non seulement dans la zone mais aussi à Goma.

Capacité d'extension à Rubaya

Sur le marché de Rubaya transitent en moyenne 25T de haricot et 20 à 30T de maïs par mois, cependant les commerçants ont affirmé pouvoir augmenter leur stock de 60%, et cela sous un délai de moins d'une semaine, les quantités disponibles pourraient donc être de 40T par mois. Il y a un dépôt près du marché qui peut être utilisée pour le stockage.

En cas de transfert monétaire, les commerçants devront être prévenus une semaine à l'avance et la distribution ne devrait pas dépasser **500 ménages tous les 3 jours** pour éviter un déficit de denrées alimentaires et limiter les risques d'inflation. La limite des commerçants se situe surtout au niveau de leur capacité financière car les producteurs ne vendent pas à crédit, une subvention aux commerçants peut être envisagée.

- **Risque potentiel d'inflation dans le cas d'un programme de cash ou coupons;**

Les marchés des localités de Rutshuru est et de l'axe Kitchanga-Mweso ne sont pas en mesure d'absorber une augmentation de la demande que créerait un programme cash ou des coupons-valeur en marche ouvert, cependant ces modalités sont envisageables et même souhaitables dans les centres urbains de Sake, Rubaya et Goma. Dans ces centres, la disponibilité des produits et la capacité du marché sont telles que le risque d'inflation est assez faible. Les marchés sont compétitifs dans ces localités et les acteurs du marché ne sont pas en mesure d'augmenter leurs prix sur une longue période sans perdre des clients.

Section 7. Principales conclusions et recommandations

Recommandations et Options de réponse

Localité	Recommandations de modalité d'intervention	Avantages	Inconvénients/co ntraintes	Faisabilité/Con ditions	Risques	Timing
Kitchanga-Mweso	Food for Work (rehabilitation de structures publiques, amelioration de la fertilité des sols) Distributions in-kind ou foires	Permet la construction ou réhabilitation des structures publiques ou communautaires, permet de soutenir les plus vulnérables qui n'ont pas d'opportunités de revenu Améliore l'accès à la nourriture	Inconvénients : Ne stimule pas l'économie locale, peut avoir des conséquences négatives sur le commerce et les activités traditionnelles (pour le food-for-work)	Avril-Mai et de aout à novembre pour les populations n'ayant pas d'offre de travail dans les champs pour Sake et environs	Détourner les populations des activités agricoles- Manque d'appropriation des travaux communautaires effectués	Préférer les périodes de soudure

		<p>et aux besoins essentiels pendant les périodes de soudure pour les plus vulnérables</p> <p>Facilité de mise en place ; acceptation tant pas les bénéficiaires que par la population locale ;</p>				
Rutshuru Ouest	Distributions in-kind ou foires	<p>Améliore l'accès à la nourriture et aux besoins essentiels pendant les périodes de soudure pour les plus vulnérables</p> <p>Facilité de mise en place ; acceptation tant pas les bénéficiaires que par la population locale ;</p>	<p>Inconvénients :</p> <p>Ne stimule pas l'économie locale, peut avoir des conséquences négatives sur le commerce</p>			
Rutshuru Est	<p>-Foires</p> <p>-Coupons valeur ou modalités</p> <p>-Transferts monétaires (Kiwanja par téléphonie mobile ?)</p>	<p>Améliore l'accès à la nourriture et aux besoins essentiels pendant les périodes de soudure pour les plus vulnérables</p> <p>Transfert monétaire :</p> <p>-</p> <p>Choix/flexibilité/</p>	<p>Inconvénients de s foires :</p> <p>Ne stimule pas l'économie locale, peut avoir des conséquences négatives sur le commerce</p>	<p>Si la cooperative re-ouvre ses portes ou si des transferts par téléphonie mobile peuvent être envisagés, un programme cash ne dépassant pas 500 ménages par semaine pourrait être envisagé aux</p>		

		possibilité de rembourser les dettes/louer une parcelle de terrain pour cultiver/payer les frais d'éducation et investir dans les biens productifs		alentours de Rutshuru-centre et Kiwanja		
Masisi Centre	-Coupons valeur ou modalités -Transferts monétaires pour un nombre limité de bénéficiaires		Capacité de la coopérative COOPED BWIRA présente à Masisi centre est à évaluer ; Capacités du marché limitée à répondre à une augmentation de la demande			
Sake-bords du lac	Transferts monétaires conditionnels ou inconditionnels pour les plus vulnérables	Choix et flexibilité pour les bénéficiaires des transferts inconditionnels Forte capacité des commerçants (pouvant fournir jusqu'à 3000T par mois) et disponibilité des produits dans la zone - possibilité de rembourser les dettes/louer une parcelle de terrain pour cultiver/payer les frais d'éducation et investir dans les	Peu d'expérience en transferts monétaires des acteurs de la zone dont coopératives	Haute Présence de COOPEC IMARA et MECRECO Forte zone de production, une centaine de grossiste qui peuvent facilement doubler leurs volumes de vente Pas de limite de nombre de bénéficiaires : les commerçants peuvent fournir pour 10,000 ménages en plus en haricot	-La situation sécuritaire se dégrade -les coopératives n'ont pas la capacité de mise en œuvre d'une telle opération	A tout moment, Nécessite de prévenir les commerçants une semaine à l'avance et de signer un accord avec les coopératives partenaires Peut être mis en place sous deux semaines Jusqu'à 10,000 ménages

		biens productifs Stimulation de l'économie locale/effets multiplicateurs		et mais pratiquement en toute période		
Rubaya-Kibabi	Transferts monétaires conditionnels ou inconditionnels pour les plus vulnérables Coupons valeur	Choix et flexibilité pour les bénéficiaires des transferts inconditionnels Capacité moyenne des commerçants et disponibilité des produits dans la zone Possibilité de rembourser les dettes/louer une parcelle de terrain pour cultiver/payer les frais d'éducation et investir dans les biens productifs Stimulation de l'économie locale/effets multiplicateurs	Cherté des prix sur Rubaya a cause des mines Problème de la présence des groupes armés dans la zone (Nyatura)	Moyenne à haute COOPEC IMARA est intéressée par l'ouverture d'un bureau a Rubaya, peut amener une unité mobile en attendant Un accord tacite ou express doit être signé avec les commerçants pour que les prix restent a un niveau raisonnable	-La situation sécuritaire se dégrade -pas de présence de coopérative, risque à prendre pour Coopec Imara de se déplacer depuis Goma ou Sake	A tout moment, Nécessite de prévenir les commerçants une semaine a l'avance et de signer un accord avec les coopératives partenaires Peut être mis en place sous deux semaines Jusqu'à 500 ménages tous les 3 jours
Goma	Transferts monétaires inconditionnels	Choix et flexibilité pour les bénéficiaires des transferts inconditionnels Capacité moyenne des commerçants et disponibilité des produits dans la zone Possibilité de	Risque pour les bénéficiaires ?	Haute Modalité déjà pilotée par Oxfam en Octobre 2012 avec Coopec Imara	La situation sécuritaire se dégrade -les institutions financières partenaires n'ont pas la capacité de mise en œuvre d'une telle operation	A tout moment, Nécessite de prévenir les associations de commerçants telles qu'ADEVEVI et ADVPA une semaine à l'avance et de signer un accord avec les

		rembourser les dettes/louer une parcelle de terrain pour cultiver/payer les frais d'éducation et investir dans les biens productifs				coopératives partenaires Peut être mis en place sous deux semaines Limite de 25,000 ménages
--	--	---	--	--	--	---

Section 8. Annexes:

- Annexe 1: Calendrier saisonniers
- Annexe 2: Relevés des prix ADEVEVI en gros (2011-2013)
- Annexe 3: Acteurs interviewés

Annex 1: Calendriers Saisonniers

MASISI Lushebere

Activité	J	F	M	A	M	J	JT	A	S	O	N	D
Saison des pluies	-	-	++	++	+	+	-	-	+	+	++	+
Saison de soudure	+		-	-	+	+			-	+	++	+
MAIS												
Préparation de champs	+	++	-	-	-	-	+	++	-	-	-	-
Semis	-	-	+	++	-	-	-	-	+	++	-	-
Sarclage	-	-	-	+	++	-	-	-	-	+	++	-
Disponibilité sur le marché	-	+	+	+	-	-	+	++	+	-	-	-
Récolte	-	+	++	-	-	-	+	++	-	-	-	-
Vente et consommation de la production agricole	-	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-
HARICOTS												
Préparation de champs	+	++	-	-	-	-	+	++	-	-	-	-
Semis	-	-	+	++	-	-	-	-	+	++	-	-
Sarclage	-	-	-	+	++	-	-	-	-	+	++	-
Disponibilité sur le marché	-	+	++	++	-	-	+	++	++	-	-	-
Récolte	-	+	++	-	-	-	+	++	-	-	-	-
Vente et consommation de la production agricole	-	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-
Emploi journalier agricole (+ ou -)	+	+	+	+	-	-	+	+	-	+	+	-
Manutention (+ ou -)	-	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-

Prix des denrées alimentaires (+ ou -)	+	-	-	+	++	+	-	-	-	+	++	+
Maladies ds les cultures	-	-	-	+	++	-	-	-	-	+	++	-
Epidémies de maladie (malaria, etc)	+	-	-	-	-	+	+	+	-	-	-	-
Réparation des maisons	-	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-
Périodes scolaires entrainant des frais	-	-	++	+	-	-	-	++	++	+	-	-

Rubaya/Karuba/Sake

Activité	J	F	M	A	M	J	JT	A	S	O	N	D
Saison des pluies	+	+	++	+	+	-	-	-	+	++	+	+
Saison de soudure	+	-	-	-	+	+	-	-	-	-	+	+
MAIS												
Préparation de champs		++	-	-	-	-		++	-	-	-	-
Semis	-	-	+	++	-	-	-	-	++	+	-	-
Sarclage	-	-	-	+	++	-	-	-	-	+	++	-
Disponibilité sur le marché	-	+	+	+	-	-	+	++	+	-	-	-
Récolte	-	+	++	-	-	-	-	++	+	-	-	-
Vente et consommation de la production agricole	-	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-
HARICOTS												
Préparation de champs		++	-	-	-	-		++	-	-	-	-
Semis	-	-	+	++	-	-	-	-	++	+	-	-
Sarclage	-	-	-	+	++	-	-	-	-	+	++	-
Disponibilité sur le marché	-	+	+	+	-	-	+	++	+	-	-	-
Récolte	-	+	++	-	-	-	-	++	+	-	-	-
Vente et consommation de la production agricole	-	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-

Emploi journalier agricole (+ ou -)	-	+	+	+	+	-	-	+	+	+	+	-
Manutention (+ ou -)	-	+	++	+	-	-	-	++	+	+	-	-
Prix des denrées alimentaires (+ ou -)	+	-	-	-	++	+	-	-	-	+	++	+
Maladies ds les cultures	-	-	-	+	++	-	-	-	-	+	++	-
Epidémies de maladie (malaria, etc)	+	-	-	-	-	+	+	+	-	-	-	-

Masisi centre

Activité	J	F	M	A	M	J	JT	A	S	O	N	D
Saison des pluies	-	-	+	++	+	-	-	+	++	+	+	+
Saison de soudure	-	-	-	-	+	+	-	-	-	+	++	+
MAIS												
Préparation de champs	+	++	-	-	-	-	-	++	+	-	-	-
Semis	-	+	++	-	-	-	-	++	+	++	-	-
Sarclage	-	-	+	++	-	-	-	-	+	+	+	-
Disponibilité sur le marché	-	+	+	+	-	-	+	++	+	-	-	-
Récolte	+	++	+	-	-	-	+	++	-	-	-	-
Vente et consommation de la production agricole	+	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-
HARICOTS												
Préparation de champs	+	++	-	-	-	-	-	++	+	-	-	-
Semis	-	+	++	-	-	-	-	++	+	++	-	-
Sarclage	-	-	+	++	-	-	-	-	+	+	+	-
Disponibilité sur le marché	-	+	+	+	-	-	+	++	+	-	-	-
Récolte	+	++	+	-	-	-	+	++	-	-	-	-
Vente et consommation de la production agricole	+	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-

Emploi journalier agricole	+	+	+	+	-	-	+	+	+	+	+	-
Manutention	-	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-
Prix des denrées alimentaires	+	-	-	+	++	+	-	-	-	+	++	+
Maladies ds les cultures	-	-	+	++	-	-	-	-	+	+	+	-
Epidémies de maladie (malaria, etc)	+	-	-	-	-	+	+	+	-	-	-	-

**KITCHANGA-
Burungu**

Activité	J	F	M	A	M	J	L	A	S	O	N	D
Saison des pluies	-	-	++	++	+	+	-	-	-	+	++	+
Saison de soudure	-	-	-	+	+	-	-	-	-	+	+	-
MAIS												
Préparation de champs	+	++	-	-	-	-	-	+	++	-	-	-
semis	-	-	+	++	-	-	-	-	-	+	++	-
Sarclage	-	-	-	+	++	+	-	-	-	-	+	++
Récolte	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-	-
Vente et consommation de la production agricole	-	+	++	-	-	-	+	++	+	-	-	-
HARICOTS												
Préparation de champs	+	++	-	-	-	-	-	+	++	-	-	-
semis	-	-	+	++	-	-	-	-	-	+	++	-
Sarclage	-	-	-	+	++	+	-	-	-	-	+	++
Récolte	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-	-
Vente et consommation de la production agricole	-	+	++	-	-	-	+	++	+	-	-	-

Emploi journalier agricole (+ ou -)	++	++	-	-	+	-	++	++	-	-	+	-
Manutention (+ ou -)	-	+	-	-	-	-	+	+	-	-	-	-
Prix des denrées alimentaires (+ ou -)	-	-	+	++	+	-	-	-	-	+	++	-
Maladies ds les cultures	-	-	-	+	+	-	-	-	-	-	+	+
Epidémies de maladie (malaria, etc)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réparation des maisons	-	+	+	-	-	-	+	+	+	-	-	-
Périodes scolaires entraînant des frais	-	-	++	+	-	-	-	++	++	+	-	-

NYAMITABA

Activité	J	F	M	A	M	J	L	A	S	O	N	D
Saison des pluies	+	+	++	+	+	-	-	-	+	++	+	+
Saison de soudure	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+	+	+
MAIS												
Préparation de champs	+	+	-	-	-	-	+	++	-	-	-	-
semis	-	-	++	+	-	-	-	-	+	++	-	-
Sarclage	-	-	-	+	++	-	-	-	-	+	++	+
Récolte	-	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-
Vente et consommation de la production agricole	-	+	+	+	-	-	+	+	+	-	-	-
HARICOTS												
Préparation de champs	+	+	-	-	-	-	+	++	-	-	-	-
semis	-	-	++	+	-	-	-	-	+	++	-	-
Sarclage	-	-	-	+	++	-	-	-	-	+	++	+
Récolte	-	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-

Vente et consommation de la production agricole		+	+	+			+	+	+				
Emploi journalier agricole (+ ou -)	++	++	+	+	+		+	++	+	+			
Manutention (+ ou -)		+	+	+				+	+	+			
Prix des denrées alimentaires (+ ou -)	+					+					+	+	
Maladies ds les cultures				+	++						+	++	+
Epidémies de maladie (malaria, etc)						+	+	+					
Réparation des maisons		+	+	+			+	+	+				
Périodes scolaires entrainant des frais			++	+				++	++	+			

MWESO

Activité	J	F	M	A	M	J	L	A	S	O	N	D
Saison des pluies			++	++	+	+				+	++	+
Saison de soudure				+	+					+	+	
MAIS												
Préparation de champs	+	++						+	++			
semis			+	++						+	++	
Sarclage				+	++						+	++
Récolte		+	++	+			+	++	+			
Vente et consommation de la production agricole		+	++	+			+	++	+			
HARICOTS												
Préparation de champs	+	++						+	++			
semis			+	++						+	++	
Sarclage				+	++	+					+	++

Récolte	-	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-
Vente et consommation de la production agricole	-	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-
Emploi journalier agricole (+ ou -)	++	++	+	+	-	-	+	+	++	-	-	-
Manutention (+ ou -)	-	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-
Prix des denrées alimentaires (+ ou -)	+	-	-	+	+	+	-	-	-	+	++	+
Maladies ds les cultures	-	-	-	+	++	+	-	-	-	-	+	++
Epidémies de maladie (malaria, etc)	-	-	-	-	-	-	+	+	+	-	-	-
Réparation des maisons	-	+	+	+	-	-	+	+	+	-	-	-
Périodes scolaires entrainant des frais	-	-	++	+	-	-	-	++	++	+	-	-

RUTSHURU

NYANZALE

Activité	J	F	M	A	M	J	L	A	S	O	N	D
Saison des pluies	+	++	++	+	-	-	-	+	++	++	+	-
Saison de soudure	+	-	-	-	+	+	-	-	-	-	+	+
MAIS												
Préparation de champs	+	++	-	-	-	-	-	+	++	-	-	-
semis	-	+	++	-	-	-	-	-	+	++	-	-
Sarclage	-	-	+	++	-	-	-	-	-	+	++	-
Récolte	-	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-

Vente et consommation de la production agricole	-	+	+	+	-	-	+	+	+	-	-	-
HARICOTS												
Préparation de champs	+	++	-	-	-	-	-	+	++	-	-	-
semis	-	+	++	-	-	-	-	+	++	-	-	-
Sarclage	-	-	+	++	-	-	-	-	-	+	++	-
Récolte	-	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-
Vente et consommation de la production agricole	-	+	+	+	-	-	+	+	+	-	-	-
Emploi journalier agricole (+ ou -)	+	++	++	+	-	-	-	+	++	+	-	-
Manutention (+ ou -)	-	+	+	+	-	-	+	+	+	-	-	-
Prix des denrées alimentaires (+ ou -)	+	-	-	-	+	+	-	-	-	+	+	+
Maladies ds les cultures	-	-	+	++	-	-	-	-	-	+	++	-
Epidémies de maladie (malaria, etc)	-	-	-	-	+	+	+	-	-	-	-	-
Réparation des maisons	-	+	+	+	-	-	+	+	+	-	-	-
Périodes scolaires entrainant des frais	-	-	++	+	-	-	-	++	++	+	-	-

RUGARI, GISIGARI, JOMBA

Activité	J	F	M	A	M	J	L	A	S	O	N	D
Saison des pluies	-	+	++	++	+	+	-	+	+	++	++	+
Saison de soudure	-	-	-	-	-	+	-	-	-	-	+	+
MAIS												
Préparation de champs	-	+	++	-	-	-	+	++	-	-	-	-
semis	-	-	+	++	-	-	-	-	+	++	-	-
Sarclage	-	-	-	+	++	-	-	-	-	+	++	-
Récolte	+	++	-	-	-	+	++	-	-	-	-	-
Vente et consommation de la production agricole	+	+	+	-	-	+	+	+	+	-	-	+
HARICOTS												
Préparation de champs	+	++	-	-	-	-	-	+	++	-	-	-
semis	-	-	+	++	-	-	-	-	-	+	++	-
Sarclage	-	-	-	+	++	-	-	-	-	-	+	++
Récolte	-	+	++	+	-	-	+	++	+	-	-	-
Vente et consommation de la production agricole	-	+	+	+	+	-	+	+	+	+	-	-
Emploi journalier agricole	+	+	+	+	-	-	+	+	+	+	-	-
Manutention	-	+	+	+	-	-	+	+	+	+	-	-
Prix des denrées alimentaires (+ ou -)	-	-	-	-	+	+	-	-	-	+	+	+
Maladies ds les cultures	-	-	-	+	+	+	-	-	-	+	+	+
Epidémies de maladie (malaria, etc)	+	+	-	-	-	+	+	+	-	-	-	-
Réparation des maisons	+	+	+	-	-	-	+	+	+	-	-	-
Périodes scolaires entraînant des frais	-	-	++	+	-	-	-	++	++	+	-	-

BUKOMA,BINZA,KISIGARI

Activité	J	F	M	A	M	J	L	A	S	O	N	D
Saison des pluies	-	-	+	++	+	+	-	-	+	+	++	+
Saison de soudure	-	-	-	+	-	-	-	-	-	+	+	-
MAIS												
Préparation de champs	+	++	-	-	-	-	+	++	-	-	-	-
semis	-	-	++	+	-	-	-	-	++	+	-	-
Sarclage	-	-	-	+	++	-	-	-	-	+	++	-
Récolte	++	-	-	-	-	+	++	-	-	-	-	+
Vente et consommation de la production agricole	+	+	+	-	-	+	+	+	+	-	-	+
HARICOTS												
Préparation de champs	+	++	-	-	-	-	+	++	-	-	-	-
semis	-	-	++	+	-	-	-	-	++	+	-	-
Sarclage	-	-	-	+	++	-	-	-	-	+	++	-
Récolte	++	-	-	-	-	+	++	-	-	-	-	+
Vente et consommation de la production agricole	+	+	-	-	-	+	+	+	-	-	-	+
Emploi journalier agricole	+	++	-	+	++	+	+	+	-	++	++	+
Manutention	+	+	+	-	-	+	+	+	+	-	-	+
Prix des denrées alimentaires	-	-	-	+	-	-	-	-	-	+	+	-

Maladies ds les cultures	-	-	-	+	+	-	-	-	+	+	-	-	-
Epidémies de maladie (malaria, etc)	+	-	-	-	-	-	+	+	-	-	-	-	-
Réparation des maisons	+	+	-	-	-	+	+	+	-	-	-	-	+
Périodes scolaires entrainant des frais	-	-	++	+	-	-	-	++	++	+	-	-	-

Annexe 2: Relevés des prix ADEVEVI en gros (2011-2013)

PRIX EN GROS (sacs de 100kgs)

Qualité	Période\Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Moyenne
HARICOTS														
Mélange	2011	\$55	\$53	\$60	\$55		\$50	\$47	\$48	\$45	\$55	\$55	\$55	\$52.55
	2012	\$60	\$60	\$70	\$55	\$58	\$60	\$65	\$65	\$60	\$65	\$68	\$48	\$61.17
	2013	\$55	\$55	\$65										\$58.33
Prix au kilo	2013	0.571429	0.664835	0.71978										
Rouge	2011	\$48	\$75	\$50	\$45	\$45	\$43	\$41	\$42	\$40	\$50	\$52	\$50	\$48.42
	2012	\$70	\$75	\$80	\$70	\$68	\$65	\$65	\$60	\$60	\$70	\$75	\$75	\$69.42
	2013	\$65	\$65											\$65.00
Pigeon vert	2011													
	2012	\$65	\$75	\$75	\$100	\$110	\$110	\$110	\$110	\$120	\$90	\$90	\$100	\$96.25
	2013	\$120	\$115											\$117.50
Kablangeti	2011													
	2012	\$75	\$90	\$110	\$100	\$100	\$100	\$100	\$100	\$80	\$80	\$85	\$70	\$90.83
	2013	\$80	\$90											\$85.00
MAIS														
Jaune (Masisi)	2011	\$20	\$18	\$25	\$35	\$24	\$30	\$35	\$36	\$40	\$48	\$38	\$36	\$32.08
	2012	\$40	\$40	\$42	\$58	\$60	\$43	\$42	\$42	\$40	\$47	\$50	\$40	\$45.33

Annex 4: Liste des acteurs interviewés

AXE SAKE-MASISI

- 10 ménages déplacés
 - ✓ 3 dans le site spontané de kishusha/ Kibabi,
 - ✓ 2 dans le site spontané de Kibabi police,
 - ✓ 3 dans le camp CCCM de Kilimani/ masisi et enfin ;
 - ✓ 2 dans le camp CCCM de Kalinga/ lushebere).
 - ✓ Focus groupes avec les déplacés de Masisi, du site spontané de KIBABI police, du camp BIHITO, du camp KILIMANI à MASISI Centre, du site spontané de KISHUSHA/RUBAYA et du camp Kalinga.

- 8 producteurs
 - ✓ 6 pour haricot (2 à lushebre, 1 à karuba/rushoga, 1 à kibabi, 1 à masisi centre et 1 à Rubaya)
 - ✓ 2 pour le maïs à Kibabi.
- 5 collecteurs (trices)
 - ✓ 3 de maïs (1 à Karuba, 1 à Lushebere et 1 à Rubaya) ;
 - ✓ 2 pour les haricots (1 à Karuba et 1 Rubaya).
- 8 grossistes
 - ✓ 5 pour haricot (3 à masisi centre, 1 à karuba et 1 à Rubaya) ;
 - ✓ 3 pour le maïs (1 à masisi centre, 1 à karuba et 1 à Rubaya)
- 7 détaillants
 - ✓ 3 pour le haricot (1 à Masisi centre, 1 à karuba et 1 à Rubaya)
 - ✓ 4 pour le maïs (1 à Masisi centre, 2 à lushebere, 1 à karuba)
- 4 interviews avec les autorités et informateurs clés ont été réalisées dont :
 - ✓ 1 avec le chargé de service de l'économie à Masisi centre ;
 - ✓ 1 avec le président de FEC à Lushebere ;
 - ✓ 1 avec le comité du marché à Rubaya et enfin ;
 - ✓ 1 avec le greffier du chef de groupement de Rushoga/kibabi.
- 3 Interviews avec les acteurs de micro-finance.
 - ✓ 1 avec le gérant de cooped – Bwira à masisi ;
 - ✓ 1 avec le gérant de coopec Imara à Sake ;

AXE KITCHANGA :

- **7 Interviews pour collecter le prix de denrées alimentaires de base auprès de détaillants :**
 - ✓ 1 avec une détaillante à Mwesso ;
 - ✓ 1 avec une détaillante à Bambou
 - ✓ 1 avec détaillante à Nyamitaba
 - ✓ 2 avec détaillantes de Kitchanga
 - ✓ 2 avec détaillantes de Nyanzale.
- **3 Interviews avec les collecteurs (trices)/transporteurs :**
 - ✓ 1 avec une collectrice de haricot a Nyanzale
 - ✓ 2 avec un transporteur de Nyamitaba et bambou
- **35 Interviews avec les ménages cibles ont été réalisées dont :**
 - ✓ 3 dans le camp CCCM de Kitchanga(Mungote) et 3 pour les autochtones,
 - ✓ 3 dans le camp CCCM de Kashuga et 6 pour les autochtones,
 - ✓ 3 dans le camp CCCM de Nyanzale et 6 pour les autochtones
 - ✓ 3 dans le camp CCCM de Burungu et 3pour les autochtones
 - ✓ 3 dans le camp CCCM de Mwesso et 2 pour les autochtones
- **18 Interviews avec les producteurs.**
 - ✓ 10pour le haricot (1 a Kitchanga,2 a Nyanzale,1 a Nyamitaba,2 a Kashuga,4 à Bambu).
 - ✓ 8 pour le maïs (1 a Kitchanga,2 a Nyanzale,2 a Nyamitaba,2 a Kashuga,1à Bambu).
- **10 Interviews avec les commerçants**
 - ✓ 3 pour les commerçants grossistes de haricot (1 à Nyamitaba, et 2 a Kitchanga) et 4 pour les commerçants grossistes de maïs (2 a Kitchanga et 2 a Nyanzale) ;

- **3 pour les commerçants détaillants** en maïs (1 à Nyamitaba, et 2 a Kitchanga) et 4 pour les commerçants détaillant en haricot (2 a Kitchanga et 2 a Nyanzale)

RUTSHURU EST :

- **4 Interviews pour collecter le prix de denrées alimentaires de base auprès de détaillants :**
 - ✓ 1 avec une détaillante à kalengera ;
 - ✓ 1 avec une détaillante à Rutshuru centre
 - ✓ 1 avec une détaillante à Kiwanja et enfin
 - ✓ 1 avec détaillante à Tchengerero.
- **5 Interviews avec les collecteurs/trices**
 - ✓ 2 de maïs (1 à Kiwanja, 1 à Tchengerero) ;
 - ✓ 3 pour les haricots (1 à kiwanja, 1 a rugari et 1 Tchengerero).
- **2 transporteurs :**
 - ✓ 1 de maïs et haricot a kiwanja;
 - ✓ 1 pour les haricots et mais a kalengera
- **9 Interviews avec les ménages cibles ont été réalisées dont :**
 - ✓ 4 dans les menages retournes et 1 en famille d'accueil a Rugari,
 - ✓ 4 dans le camp CCCM monusco/ kiwanja et enfin ;
 - ✓ 1 focus group dans le camp CCCM monusco/ kiwanja
- **8 Interviews avec les détaillants et grossistes. (3 pour les haricots et 4 pour le maïs) ;**
 - ✓ 3 détaillants des haricot (1 à kiwanja, 1 a rutshuru, et 1 à tchengerero)
 - ✓ 1 grossiste de maïs a kiwanja, et 4 détaillants de mais (1 à kiwanja, 1 a kalengera, et 2 à tchengerero)

- **5 Interviews avec les producteurs.**
 - ✓ 3 pour haricot (2 à rugari, 1 à Tchengerero)
 - ✓ 2 pour le maïs (à Tchengerero et rugari)
- **8 Interviews avec les commerçants**
 - ✓ 3 pour haricot (2 à kiwanja, 1 tchengerero) ;
 - ✓ 4 pour le maïs (1 à Tchengerero, 1 à Rugari et 2 à kiwanja)

 - ✓ 1 avec le gérant de mecreco à Sake.

RUTSHURU EST :

- 4 interviews avec les autorités et informateurs clés ont été réalisées dont :
 - ✓ auprès du président de l'association SPAGRO de Kiwanja,
 - ✓ du président de la FEC de Rugari
 - ✓ du président de la FEC de Rutshuru ;